



Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

Provisoire

8853^e séance

Jeudi 9 septembre 2021, à 15 h 15
New York

<i>Président :</i>	M. Coveney.	(Irlande)
<i>Membres :</i>	Chine	M. Geng Shuang
	Estonie	M. Lipand
	États-Unis d'Amérique	M. DeLaurentis
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M ^{me} Broadhurst Estival
	Inde	M. Tirumurti
	Kenya	M ^{me} Toroitich
	Mexique	M. de la Fuente Ramírez
	Niger	M. Aougi
	Norvège	M ^{me} Juul
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward
	Saint-Vincent-et-les Grenadines	M ^{me} DeShong
	Tunisie	M. Ladeb
	Viet Nam	M. Dang

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2021/759)

Conformément à la procédure énoncée dans la lettre datée du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil (S/2020/372), qui a été arrêtée à la lumière des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de COVID-19, le procès-verbal de la présente séance s'accompagnera d'un document récapitulatif (S/2021/785) où figureront les déclarations envoyées par les non-membres du Conseil.



La séance est ouverte à 15 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2021/759)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de la République islamique d'Iran, du Kazakhstan, du Pakistan et de la Turquie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; M^{me} Wazhma Frogh, fondatrice de l'organisation Women and Peace Studies Organization ; et M^{me} Malala Yousafzai, cofondatrice et Présidente du conseil d'administration du Fonds Malala.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres sur le document S/2021/759, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Lyons.

M^{me} Lyons (*parle en anglais*) : Après la chute de Kaboul, le 15 août, les habitants de la ville et le peuple afghan ont été confrontés à une nouvelle réalité et pour nombre d'entre eux, à une réalité inquiétante. Les Taliban sont entrés dans la capitale et ont proclamé leur victoire, et l'ont ainsi emporté sur la république afghane qui était en place depuis 20 ans. Cette victoire a toutefois été suivie de scènes de panique et de chaos à l'aéroport de Kaboul, alors que des dizaines de milliers de personnes cherchaient à fuir l'Afghanistan par tous les moyens. Ces scènes, dont le monde entier a été témoin, ont maintenant été remplacées par des scènes de manifestation dans tout le pays. Elles montrent que les Taliban ont conquis le pouvoir, mais pas encore la confiance de tous les Afghans.

La nouvelle réalité est que la vie de millions d'Afghans dépendra de la manière dont les Taliban choisiront de gouverner. Cependant, nous devons aussi nous poser les questions suivantes : que pouvons-nous faire, et que devons-nous faire ? Les réponses que je propose au Conseil de sécurité ne sont pas rassurantes. Elles présentent de véritables dilemmes et exigeront que le Conseil de sécurité, les États membres qui le composent, les pays voisins et la communauté internationale dans son ensemble montrent la voie à suivre, dans l'unité.

Depuis deux jours, nous avons affaire à une administration *de facto* annoncée par les Taliban. Ceux qui appelaient de leurs vœux et demandaient instamment l'inclusion seront déçus. Il n'y a aucune femme sur la liste des noms qui a été présentée. Il n'y a pas de membres qui ne font pas partie des Taliban, pas de personnalités de l'ancien gouvernement et pas de dirigeants de groupes minoritaires. Au lieu de cela, on retrouve sur cette liste un grand nombre des mêmes personnalités qui faisaient partie des dirigeants des Taliban de 1996 à 2001.

Ce qui est important, concrètement et dans l'immédiat, pour les personnes qui sont autour de la table, c'est que, sur les 33 noms présentés, beaucoup figurent sur la liste des sanctions de l'ONU, notamment le Premier Ministre, les deux Vice-Premiers Ministres et le Ministre des affaires étrangères. Tous les membres du Conseil devront décider des mesures à prendre concernant la liste des sanctions et son incidence sur toute collaboration future.

Toutefois, nous devons d'abord nous concentrer sur la crise humanitaire qui sévissait déjà, principalement dans les zones rurales, et qui va s'aggravant à l'heure même où nous parlons. Le règlement de cette crise ne peut attendre que des décisions politiques soient prises concernant la levée des sanctions. Des millions d'Afghans ordinaires ont désespérément besoin d'aide. Cela signifie que l'aide humanitaire requise doit être fournie par l'intermédiaire de l'ONU ou d'organisations non gouvernementales (ONG). Qui plus est, certains pays ont en place des sanctions s'appliquant à certains membres ou groupes qui font désormais partie de l'autorité *de facto*. Des mécanismes pertinents doivent être trouvés rapidement pour permettre aux organismes des Nations Unies et aux ONG de fournir l'aide humanitaire nécessaire. Entre-temps, nous attendons avec impatience la conférence de haut niveau que le Secrétaire général organisera à Genève le 13 septembre

et qui vise à obtenir des annonces de contributions pour répondre aux besoins de l'appel humanitaire dont la vie des Afghans dépend maintenant.

Dans le contexte actuel, le rôle de l'ONU doit être clair et s'appuyer sur nos impératifs humanitaires. Il existe un besoin immédiat et urgent de fournir, à grande échelle, une aide humanitaire essentielle dans des domaines tels que la santé, la sécurité alimentaire, les articles non alimentaires et l'assainissement.

Par ailleurs, une autre crise se profile sur laquelle je me dois d'appeler l'attention du Conseil. Des milliards d'actifs et de fonds de donateurs ont été gelés par des membres de la communauté internationale. L'objectif compréhensible est d'empêcher l'Administration *de facto* des Taliban d'accéder à ces fonds. Toutefois, la conséquence qui en découlera inévitablement sera une grave récession économique qui pourrait plonger plusieurs millions de personnes de plus dans la pauvreté et la faim, provoquer une vague massive de réfugiés en provenance d'Afghanistan et entraîner un recul de l'Afghanistan dont les effets se feront sentir pendant des générations. Avec l'effondrement de la monnaie afghane, les prix du carburant et de la nourriture ont explosé. Les banques privées n'ont plus de liquidités à distribuer, ce qui signifie que même les Afghans disposant d'actifs ne peuvent y accéder. Les salaires ne peuvent pas être payés. L'Afghanistan, qui est fortement tributaire des importations, sera incapable de financer ses importations de denrées alimentaires et de médicaments, ainsi que de carburant, d'électricité et d'autres produits essentiels.

Un *modus vivendi* doit être trouvé rapidement, un *modus vivendi* pour que l'argent puisse circuler en Afghanistan afin d'éviter un effondrement total de l'économie et de l'ordre social. Des garanties doivent être mises en place pour que cet argent soit dépensé là où il doit l'être et ne soit pas utilisé à mauvais escient par les autorités *de facto*. L'économie doit pouvoir respirer pendant quelques mois encore afin de donner aux Taliban une chance de faire preuve de souplesse et d'une réelle volonté de faire les choses différemment cette fois-ci, notamment du point de vue des droits de l'homme, de l'égalité hommes-femmes et de la lutte contre le terrorisme.

Comme je l'ai mentionné, nous sommes déçus par le manque d'inclusivité du gouvernement dit « intérimaire », mais le fait est que la nouvelle réalité en Afghanistan est encore en train de se former. Un tableau contrasté a émergé dans les semaines qui ont suivi la prise de pouvoir par les Taliban. Dans l'ensemble,

à quelques exceptions près, les locaux de l'ONU en Afghanistan ont été respectés. Nous sommes toutefois de plus en plus préoccupés par le nombre croissant d'incidents de harcèlement et d'intimidation visant notre personnel national. Nous continuerons à faire tout notre possible pour l'appuyer et le mettre à l'abri du danger. L'ONU ne peut pas faire son travail, si essentiel pour le peuple afghan, si les membres de son personnel font l'objet d'intimidations, craignent pour leur vie et ne peuvent pas se déplacer librement.

Nous sommes également préoccupés par le fait que, malgré les nombreuses déclarations accordant des amnisties générales au personnel des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes et aux personnes qui ont travaillé comme fonctionnaires, il y a eu des allégations crédibles de meurtres en représailles visant des membres de ces forces et de détention de fonctionnaires ayant travaillé pour les Administrations précédentes. Nous avons reçu des informations selon lesquelles des membres des Taliban vont de maison en maison et saisissent des biens, notamment à Kaboul.

Et bien que les Taliban aient donné de nombreuses assurances quant au respect des droits des femmes dans le cadre de l'islam, nous recevons de plus en plus d'informations selon lesquelles ils interdisent aux femmes d'apparaître dans les lieux publics sans un chaperon masculin et les empêchent de travailler. Ils ont limité l'accès des filles à l'éducation dans certaines régions, démantelé les départements des affaires féminines dans tout l'Afghanistan et pris pour cible les ONG de femmes.

Nous sommes également extrêmement préoccupés par la violence croissante exercée contre les Afghans qui protestent contre le régime des Taliban, que ce soient des coups de feu tirés au-dessus de la foule, des passages à tabac incessants, des actes d'intimidation visant les médias et d'autres mesures répressives. Les Taliban devraient plutôt chercher à comprendre les griefs légitimes des nombreux Afghans qui craignent pour leur avenir.

Malgré ces préoccupations, peut-être pouvons-nous encore contribuer à orienter cette nouvelle réalité dans une direction plus positive. Dans le cadre de nos premiers contacts avec les dirigeants des Taliban au cours de l'année écoulée et de ces dernières semaines, nous avons reçu un message clair : ils ont besoin de l'aide internationale et l'appellent de leurs vœux. Certains nous ont demandé de la patience et même des conseils alors qu'ils tentent d'opérer la transition d'une

insurrection militaire à un gouvernement. Ils se sont plaints que la corruption généralisée des fonctionnaires du Gouvernement précédent a laissé de nombreuses régions du pays sans assistance et galvaudé la générosité de la communauté internationale. Mais ils risquent eux-mêmes de galvauder l'éventuelle générosité de la communauté internationale s'ils gouvernent contre les intérêts et les droits explicites de leur propre peuple.

Les conséquences des récents événements se font également sentir au-delà des frontières afghanes. De nombreux pays autour de l'Afghanistan s'inquiètent des répercussions que le régime des Taliban pourrait avoir sur leur propre sécurité. Ils craignent l'effet d'un État islamique élargi que les Taliban ne peuvent pas contenir. Ils craignent une vague de réfugiés franchissant leurs frontières. Ils craignent les conséquences de la grande quantité d'armes laissées en Afghanistan. Ils craignent que les Taliban ne soient pas en mesure d'endiguer l'économie illégale et le flux de drogues en provenance d'Afghanistan. Il est essentiel que la région utilise les mécanismes dont elle dispose pour non seulement parler d'une seule voix, mais aussi pour agir de concert dans l'intérêt de l'ensemble de la région. C'est pourquoi nous attendons avec intérêt la prochaine réunion de l'Organisation de Shanghai pour la coopération qui se tiendra à Douchanbé. Parmi les autres mécanismes figurent la *troïka* élargie créée par Moscou, qui s'est réunie pour la dernière fois au Qatar en août, ainsi que des mécanismes *ad hoc*, tels que la réunion des Ministres des affaires étrangères de la région accueillie par le Pakistan cette semaine. Mais il est également important que la communauté internationale dans son ensemble ne soit pas divisée de manière irrévocable. L'urgence est désormais à la mise en place d'une coopération régionale et internationale autour de l'Afghanistan. Sans cela, les répercussions négatives se feront sentir de près ou de loin, et il sera beaucoup plus difficile d'y remédier par la suite.

La lutte contre le terrorisme constitue certainement un élément clef de cette urgence. Des membres d'Al-Qaïda se trouvent toujours en Afghanistan, visiblement accueillis et abrités par les autorités *de facto* des Taliban. Le groupe État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan reste actif et pourrait gagner en puissance. Les promesses des Taliban ne suffiront pas pour apaiser les inquiétudes que suscitent ces questions fondamentales liées au terrorisme international. Là-dessus, la région et la communauté internationale au sens large partagent des intérêts critiques manifestes.

Bien entendu, la famille des Nations Unies est toujours en Afghanistan, et elle est déterminée à faire ce que nous faisons depuis 75 ans : agir pour le peuple d'Afghanistan. Ce qui est indispensable pour cet effort, et pour l'Afghanistan en général, c'est, bien sûr, un aéroport opérationnel à Kaboul. Nous sommes donc reconnaissants des mesures rapides et généreuses prises par le Qatar et la Turquie, en coopération avec les Taliban, pour commencer à remettre l'aéroport en service, afin qu'il soit pleinement opérationnel et que les vols commerciaux réguliers puissent reprendre. Grâce à ces efforts, le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies est déjà en mesure de commencer à effectuer des vols réguliers vers Kaboul, et la propre flotte aérienne de la Mission d'assistance des Nations Unies (MANUA) en Afghanistan le pourra bientôt elle aussi.

Je profite de cette occasion pour remercier le Gouvernement kazakh d'avoir accepté, dans l'urgence, d'accueillir une antenne des Nations Unies, afin d'appuyer nos efforts en Afghanistan.

Notre engagement à continuer d'agir pour le peuple afghan signifie que nous devons ouvrir le dialogue avec les Taliban sur les questions opérationnelles et de sécurité. C'est ainsi que la visite à Kaboul effectuée cette semaine par le Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, a ouvert la voie à la poursuite des discussions autour des modalités d'une future aide humanitaire, et permet de préparer le terrain pour la conférence de Genève qui se tiendra le 13 septembre.

Je ne saurais dire à quel point je suis admirative du personnel des Nations Unies, national et international, qui se trouve actuellement en Afghanistan, confronté à des incertitudes quotidiennes. Sa présence et sa persistance sont la preuve de notre détermination constante à agir pour le peuple afghan.

Je voudrais également faire un dernier commentaire au sujet du mandat de la MANUA, qui doit être renouvelé dans une semaine environ. Les membres du Conseil de sécurité n'ont, pas plus que nous, fini d'évaluer la nouvelle situation. J'attends avec intérêt la poursuite de nos discussions sur le rôle de l'ONU en Afghanistan en ce moment critique, et au-delà.

La meilleure issue, qui est encore possible, serait que les Taliban prouvent qu'ils cherchent à créer un Afghanistan où les gens ne vivent pas dans la peur, où ceux qui en ont les compétences sont invités à participer à la reconstruction de leur pays, et où les garçons et

les filles, les jeunes femmes et les jeunes hommes, peuvent bénéficier de l'éducation qui permettra à ce développement de se poursuivre. L'heure est venue pour les Taliban de prouver concrètement au peuple afghan, à tous les Afghans, qu'ils s'engagent envers chacun d'entre eux à garantir leur sécurité, leurs libertés, leur santé, leur éducation et leur prospérité future.

Le peuple afghan, qui est le moins responsable de la crise en cours, est pourtant celui qu'elle affecte le plus. Il est clair qu'il aura encore besoin du Conseil et de la communauté internationale.

Je remercie le Président et les membres du Conseil d'examiner la situation en Afghanistan en ce moment très important.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Lyons de son exposé et de son action en Afghanistan. À travers elle, j'exprime les remerciements du Conseil de sécurité à tout le personnel des Nations Unies qui est toujours à l'œuvre dans des conditions très difficiles et incertaines en Afghanistan, et à Kaboul en particulier.

Je donne à présent la parole à M^{me} Frogh.

M^{me} Frogh (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de sécurité de me donner l'occasion de lui faire part de mon point de vue et de celui de mes collègues. Je suis reconnaissante à la présidence irlandaise du Conseil de sécurité de m'avoir invitée, et je présente au Conseil tous mes vœux pour une séance productive.

Par où commencer ?

C'est le cœur brisé que je viens au Conseil. Il y a 20 ans, la jeune femme que j'étais avait foi en cette institution. J'avais trouvé une source d'inspiration dans la résolution 1325 (2000), sur les femmes et la paix et la sécurité, qui s'adressait à moi et à des millions de femmes comme moi, témoins directs de la guerre et désireuses de consacrer leur vie à l'instauration de la paix dans nos pays.

En ce moment même, des dizaines de villages, d'innombrables hommes, femmes et enfants, sont bloqués dans les vallées du Panjchir après des semaines de pilonnage et de bombardements. Ils n'ont pas de nourriture pour leurs enfants, pas de médicaments pour les malades et aucun moyen de communiquer avec le reste de l'Afghanistan ou de partager leur épreuve avec le monde. Cette semaine, le monde a vu de courageux Afghans et Afghanes descendre dans les rues de Kaboul et d'autres villes pour manifester leur angoisse face à la façon dont ils sont traités. Le droit de manifester est

désormais supprimé, et ce sera bientôt le cas de l'accès à Internet, qui est déjà limité en fonction de l'endroit où l'on se trouve à Kaboul.

Pas plus tard qu'hier, une spécialiste des politiques de 25 ans, au sein du Ministère des affaires féminines, aujourd'hui démantelé, a dû brûler ses certificats de travail et d'études parce que les domiciles des fonctionnaires et militantes, des gens comme vous et moi, ont fait l'objet de descentes. Elle a trouvé une copie de la résolution 1325 (2000), qui datait d'une formation qu'elle avait suivie à New York il y a quelques années. Elle a dû la brûler aussi. Ces certificats, cette résolution, tout cela était censé lui donner, ainsi qu'à des millions de femmes, une possibilité de vivre, de connaître la paix, la sécurité et la dignité. Aujourd'hui, sa meilleure chance de vivre, c'est de brûler ces documents et de disparaître.

Pourquoi ? Parce que le monde ne nous a pas écoutées, nous les femmes, lorsque nous avons mis en garde contre l'absence d'un règlement politique et que nous avons averti qu'une prise de pouvoir militaire soudaine était possible. La communauté internationale nous a mises sur la touche lorsque nous avons supplié de nous donner la possibilité de rejoindre la table des négociations ; lorsque nous avons demandé que la protection des civils et des acteurs citoyens soit une condition à toute négociation ; lorsque nous avons demandé un retrait sous conditions. Nous, les femmes et les filles, et notre travail, étions la plus grande réussite de ces 20 dernières années dont l'ONU et les autres membres de la communauté internationale pouvaient véritablement s'attribuer une part du mérite.

Qu'il me soit permis d'expliquer ce que nous avons fait.

Avec mon réseau d'actrices locales de la consolidation de la paix, qui comprend une centaine de femmes réparties dans 34 provinces d'Afghanistan, nous travaillons depuis plus de 10 ans à la paix et à au règlement des conflits au niveau local. C'est nous qui avons plaidé pour la tenue de négociations de paix constructives et largement représentatives. Nous avons toujours été pragmatiques et réalistes. Nous savions qu'un règlement politique, avec la participation des Taliban, serait nécessaire. C'est pourquoi, lorsque je siégeais au Haut Conseil afghan pour la paix, ce sont les femmes qui ont tendu la main aux communautés, aux mères des combattants Taliban sur le terrain, et c'est nous qui avons pris l'initiative du premier dialogue national à avoir rassemblé tous les Afghans. Nous avons œuvré pour le cessez-le-feu et pour un processus de paix

national. Nous avons pris contact avec les dirigeants Taliban et nous avons plaidé pour que les revendications de leurs jeunes et de leurs familles dans la souffrance soient également prises en compte.

Nous voulions que les pourparlers de Doha aboutissent à un accord intérimaire et à un gouvernement de transition qui reflète la véritable diversité de notre nation – la diversité entre hommes et femmes, la diversité ethnique, la diversité des idéologies politiques –, et à un processus propre à permettre au peuple, grâce à une participation démocratique, d’avoir son mot à dire sur ses dirigeants. Nous nous sommes heurtées à un mur, et avons été tenues à l’écart des pourparlers. En fin de compte, nous avons été trahies par tous, y compris par les responsables du Gouvernement afghan.

Où en sommes-nous maintenant que les Taliban ont annoncé leur émirat intérimaire ? Tous les membres du Cabinet, hormis trois, sont issus d’un même groupe ethnique. Cela signifie qu’à peine trois membres du Cabinet représentent 60 % de la population, soit 18 millions de personnes. Si les voix de 18 millions de personnes sont muselées, combien de temps un tel régime pourra-t-il durer ? Nous avons déjà vu le cas se produire dans d’autres régions du monde.

Depuis le 15 août, la vie des femmes est sens dessus dessous. Toute trace de femmes est en train d’être effacée dans la gouvernance au moment même où nous parlons. On leur a dit qu’elles ne pouvaient pas travailler. Les filles de plus de 12 ans n’ont pas encore repris le chemin de l’école. Les fonctionnaires de sexe féminin ont été priées de rester à la maison. Des milliers de femmes qui travaillent au sein d’organisations non gouvernementales se cachent.

Mon pays est un pays jeune, puisque plus de 62 % de notre population a moins de 25 ans. Notre État moderne n’avait que 20 ans, mais nous avions 500 femmes juges et procureurs travaillant dans tout le pays. Nous avions quelque 12 000 femmes dans la police et l’armée. Aujourd’hui, elles se cachent toutes, craignant pour leur vie et celle de leur famille. Le 4 septembre, Nigar Banu, une policière de la province de Ghor, enceinte de huit mois, a été torturée et tuée devant ses enfants.

En ce moment, j’ai dans mon téléphone au moins 500 messages envoyés par des femmes qui travaillent dans le secteur de la sécurité, que je n’ai pas encore lus. Que dois-je leur dire ? J’essaie de trouver les mots justes, car ce que je crains, c’est que demain ou après-demain, elles ne seront plus en vie.

Il y a eu tant de dégâts – tant de dégâts inutiles, qui auraient pu être évités. Si nous n’agissons pas ensemble maintenant – de toute urgence – les répercussions se feront sentir dans toute la région et dans le monde entier.

Je m’adresse donc au Conseil de sécurité parce que je crois encore qu’il a le pouvoir, la capacité et la responsabilité d’atténuer ces dégâts.

J’ai quatre requêtes dans l’immédiat. Premièrement, dans le cadre de leurs contacts avec le Gouvernement intérimaire des Taliban, quelle que soit l’orientation stratégique de leurs gouvernements, je prie les membres du Conseil de ne pas oublier qu’il y a 16 ou 17 millions de femmes et de filles en Afghanistan qui ne savent pas ce que demain leur réserve. Il est possible d’intégrer ces femmes dans les équipes de médiation des membres du Conseil. Les membres du Conseil peuvent également faciliter des rencontres entre les délégations de femmes de différentes professions – les femmes qui œuvrent pour la paix, les juges, les membres du secteur de la sécurité, les éducatrices, les médecins, les femmes d’affaires – et les Taliban. Je prie les membres du Conseil de ne plus nous tenir à l’écart.

Deuxièmement, des milliers de femmes et d’hommes membres de la société civile, journalistes, anciens fonctionnaires, juges, procureurs, artistes et musiciens risquent des représailles. Ils sont bloqués en Afghanistan et se cachent. Ils ont besoin d’être protégés immédiatement et d’être évacués tant qu’il n’est pas évident qu’ils peuvent vivre en sécurité et dans la paix. Je prie les membres du Conseil de les accueillir, de leur accorder des visas et de leur donner une chance de mener une vie productive. Si les membres du Conseil font cela, leurs pays accueilleront sur leur territoire certaines des plus précieuses ressources naturelles de l’Afghanistan.

Troisièmement, une crise humanitaire est imminente. Environ 18 millions d’Afghans ont besoin d’une aide humanitaire, dont la majorité sont des femmes et des enfants. Pour leur porter assistance, surtout compte tenu de l’idéologie sexiste du régime Taliban, il est impératif que l’ONU assure la protection des travailleuses humanitaires afghanes et des autres professionnels et organisateurs communautaires, qui sont essentiels à la distribution et à l’acheminement de l’aide aux personnes qui en ont besoin. Cela est entièrement sous le contrôle du Conseil. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les autres organisations doivent mettre en place un plan d’aide humanitaire pragmatique et clair tenant compte de

la dimension de genre. Sinon, ces organisations et le Conseil risquent d'aggraver la situation.

Enfin, M. Griffiths et d'autres disent que les Taliban ont demandé au monde d'être patient pendant qu'ils prennent les choses en main. Eh bien, pourquoi ne pas leur demander de démontrer leur attachement à la paix par leurs actions ? Demandez-leur d'arrêter de battre les femmes dans la rue ou de leur tirer dessus. Demandez-leur d'arrêter de torturer les journalistes. Demandez-leur d'arrêter de fouiller les maisons des citoyens et de les menacer. Demandez-leur d'assumer leur responsabilité de protéger et de respecter tous les Afghans, quels que soient leur âge, leur sexe ou leur origine ethnique. S'ils tiennent à l'Afghanistan autant que nous, qu'ils le montrent en préservant notre culture et en respectant notre peuple.

Je voudrais exprimer ma gratitude aux pays qui ont réellement fait des efforts pour évacuer et protéger les militantes et les femmes journalistes en danger, notamment le Canada, l'Allemagne, la Norvège et de nombreux autres pays de l'Asie et de l'Union européenne, dont les efforts méritent d'être mentionnés. Je voudrais également remercier les partenaires de la société civile internationale dans la région et au niveau international – des organisations comme le International Civil Society Action Network et d'autres – qui ont fait preuve de fraternité et de solidarité. Nous ne l'oublierons jamais en ces temps difficiles.

En 1994, les prédécesseurs des membres du Conseil étaient assis dans cette salle et faisaient de la politique pendant que le génocide suivait son cours au Rwanda. Aujourd'hui, ce sont les Afghans qui sont en danger.

On nous dit que certains membres du Conseil ne s'apprécient pas. On nous dit qu'ils sont en compétition les uns avec les autres et qu'une résolution permettant d'agir ne sera pas adoptée. Mais ce que je demande au Conseil de sécurité, c'est que ses membres mettent de côté leurs divergences politiques et s'expriment d'une seule voix pour aider le peuple et les femmes d'Afghanistan.

Je prie pour qu'aucun membre du Conseil ne sache ce que c'est que de perdre son pays du jour au lendemain, comme cela a été notre cas en Afghanistan. En tant que leader de la société civile en exil, je fais tout ce que je peux pour sauver la vie des femmes de mon pays afin de pouvoir regarder mes filles dans les yeux dans les années à venir.

Posez-vous cette question, M. le Président, étant donné votre pouvoir, votre position et vos privilèges, pouvez-vous regarder vos filles dans les yeux ?

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Frogh de son exposé édifiant.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Malala Yousafzai.

M^{me} Yousafzai (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole devant le Conseil de sécurité alors qu'il se penche sur la situation urgente en Afghanistan. Je remercie la présidence d'avoir donné la priorité à l'éducation en ce moment critique pour les filles afghanes.

Je ne m'exprime pas au nom des filles et des femmes afghanes aujourd'hui. Comme les membres du Conseil l'ont entendu de la bouche de M^{me} Frogh, les femmes et les filles d'Afghanistan s'expriment en leur nom propre. Mais je tiens à rappeler au Conseil ce qu'est la vie d'une fille vivant sous le joug de l'extrémisme et du terrorisme.

J'ai entendu des détonations de bombes, des coups de feu et des explosions. Mes frères et moi, nous nous sommes réfugiés dans les bras de nos parents. J'avais 10 ans.

J'ai vu des bannières sur les centres commerciaux annonçant que les femmes n'étaient pas autorisées à y entrer. J'ai vu des avis sur les portes des écoles indiquant que les filles ne pouvaient plus y accéder. J'ai vu des femmes fouettées dans les rues. J'avais 11 ans.

J'ai vu ma maison se transformer d'un havre de paix en un lieu de terreur en l'espace de trois ans seulement. J'ai vu des milliers de personnes déplacées. J'ai vu des maisons et des écoles détruites. J'avais 12 ans.

J'ai vu l'injustice, et j'ai élevé la voix pour défendre le droit de chaque fille à aller à l'école. J'ai vu un homme armé arrêter mon bus scolaire, appeler mon nom et tirer une balle sur moi. J'avais 15 ans.

Aujourd'hui, j'ai 24 ans. Je porte les cicatrices de six opérations chirurgicales que j'ai subies pour réparer les dommages causés par cette balle.

C'est une histoire qui pourrait être celle de nombreuses filles afghanes si nous n'agissons pas. Voici quelques-unes des histoires que nous entendons déjà. Roshan, une enseignante et le seul soutien de famille, a été priée de ne plus venir travailler. Aujourd'hui, elle

n'a pas de revenu et ne peut plus exercer la profession qu'elle aime. Aaria, une élève de 11 ans, craint de ne pas pouvoir retourner à l'école ou poursuivre son rêve de devenir avocate. Elle se demande maintenant comment elle peut aider son père à subvenir aux besoins de la famille. Les femmes afghanes réclament le droit de choisir leur avenir. À Kaboul, leurs manifestations sont accueillies par des gaz lacrymogènes, des crosses de fusil et des matraques métalliques.

J'ai eu le privilège de travailler avec de nombreux éducateurs et militants afghans qui ont passé les 20 dernières années à reconstruire le système éducatif à partir de zéro. Grâce à leurs efforts, 39 % des enfants scolarisés en Afghanistan l'année dernière étaient des filles. Aujourd'hui, ces progrès et l'avenir de ces filles sont en péril.

Nos partenaires nous disent que les portes des écoles secondaires en Afghanistan ont été fermées. Les enseignants et les élèves ont été priés d'attendre à la maison. De nombreuses enseignantes ont appris qu'elles n'avaient plus de travail parce qu'il leur était interdit d'enseigner aux garçons.

Le droit international des droits de l'homme garantit aux filles le droit à l'éducation. Mais il ne s'agit pas seulement d'une question de droits individuels. L'éducation des filles est un outil puissant pour consolider la paix et la sécurité, et je prie instamment au Conseil de sécurité de le reconnaître. Lorsque les filles vont à l'école, les pays sont en mesure de se remettre plus rapidement des conflits une fois la paix rétablie. L'éducation des filles contribue à créer la stabilité et la cohésion au sein des communautés. Les personnes ayant davantage d'années d'éducation ont tendance à coexister dans l'harmonie et la paix. Mais nous savons aussi que lorsque les filles reçoivent une éducation équitable et inclusive, cela contribue également à prévenir les conflits. Dans certains pays, où le pourcentage d'élèves terminant l'école secondaire a doublé, le risque de conflit a été réduit de moitié.

L'ONU et ses membres ne doivent pas oublier leur engagement à protéger la dignité et la valeur de la personne humaine. Nous devons appuyer l'éducation des filles afghanes parce que c'est leur droit humain et parce que c'est vital pour un Afghanistan pacifique et stable. Je suis donc ici aujourd'hui pour demander au Conseil de sécurité de protéger les filles et les femmes afghanes et l'avenir du pays de quatre façons.

Premièrement, le Conseil doit envoyer un message clair et sans équivoque aux Taliban pour leur signifier que le respect du droit des filles à l'éducation, conformément aux conventions et traités internationaux, est une condition *sine qua non* de toute collaboration. Les déclarations ne suffisent pas. Le Gouvernement des Taliban doit garantir et protéger les droits des femmes et des filles.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit faire fond sur la résolution 2593 (2021) en mettant son poids derrière un mécanisme de contrôle robuste qui permette de suivre et de surveiller les violations des droits de l'homme en Afghanistan, l'accent étant mis en particulier sur l'éducation des filles. Je reprends à mon compte l'appel lancé par la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour demander aux pays à majorité musulmane de partager les outils qui leur ont permis de mettre en œuvre avec succès les normes internationales en matière de droits de l'homme dans leurs contextes culturels et religieux.

Troisièmement, la communauté internationale doit mettre en œuvre la résolution 2593 (2021), en renforçant substantiellement l'aide humanitaire et l'aide au développement acheminées par l'ONU et les organisations internationales, afin de garantir que toutes les écoles puissent fonctionner en toute sécurité. Aujourd'hui, le peuple afghan est confronté à une crise politique, à une sécheresse qui dure depuis des mois et à la maladie à coronavirus (COVID-19). Le Conseil doit appuyer une aide supplémentaire aux pays voisins et contribuer à l'éducation des enfants réfugiés. J'exhorte les dirigeants à s'entendre sur un généreux programme de financement à la conférence sur l'aide d'urgence qui se tiendra lundi, afin que tous les enfants afghans puissent retourner à l'école le plus rapidement possible.

Enfin, la présence des Nations Unies est plus que jamais nécessaire dans toutes les régions de l'Afghanistan. Pour ce faire, il est essentiel de renforcer le mandat et les ressources de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et des autres organismes de l'ONU présents dans le pays.

Un Conseil de sécurité uni, parlant d'une seule voix sur l'éducation des filles, peut contraindre les Taliban à faire de réelles concessions. C'est vital non seulement pour les femmes et les filles afghanes elles-mêmes, mais aussi pour la sécurité à long terme dans la région et dans notre monde. J'espère et je veux croire que le Conseil de sécurité sera aux côtés des filles et des femmes afghanes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Yousafzai de son exposé.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des affaires étrangères et Ministre de la défense de l'Irlande.

Tout d'abord, je tiens à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Deborah Lyons, ainsi que l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et l'équipe de pays des Nations Unies, toutes deux exceptionnelles, pour le travail essentiel qu'elles réalisent et pour leur engagement en faveur du peuple afghan. Je remercie également M^{me} Wazhma Frogh d'avoir décrit avec force comment les actes de violence et d'intimidation touchent la population de son pays, détruisant des vies, semant la peur et exacerbant les problèmes existants, en particulier pour les femmes et les filles. Je remercie M^{me} Malala Yousafzai de nous avoir clairement rappelé ce qui est en jeu pour les générations futures d'enfants afghans, en particulier les filles. Je suis sûr qu'elle n'a jamais pensé qu'elle verrait ce pays faire un pas en arrière comme celui dont nous avons été témoins ces dernières semaines.

Nous nous réunissons aujourd'hui à un moment charnière pour l'Afghanistan, un pays confronté à une grave crise humanitaire et des droits de l'homme. Le monde a observé avec horreur la violence et le chaos qui se sont déchaînés ces dernières semaines. Des millions d'Afghans ont besoin d'une aide d'urgence, notamment ceux qui ont été récemment déplacés par le conflit, la violence et l'intimidation – et ils se comptent bien par millions. Collectivement, nous pouvons éviter une tragédie humanitaire en Afghanistan, mais cela exigera un effort colossal. J'exhorte les Taliban à faciliter un accès complet, sûr et sans entrave aux organisations humanitaires et à tous les membres de leur personnel, quel que soit leur sexe. Ils doivent être en mesure de mener à bien, sans ingérence ni peur, leur travail qui sauvent des vies humaines et assurent la survie. Afin de garantir cet accès et le droit des Afghans et des citoyens étrangers à quitter le pays en toute sécurité, il est essentiel que l'aéroport de Kaboul et les frontières terrestres de l'Afghanistan soient pleinement ouverts et opérationnels.

La communauté internationale a la responsabilité de continuer à appuyer les efforts d'aide humanitaire. L'Irlande jouera son rôle, notamment en participant à la réunion de haut niveau sur la situation humanitaire en Afghanistan qui se tiendra le 13 septembre. Cela

s'ajoute à l'annonce que nous avons faite le mois dernier concernant l'octroi d'un financement d'urgence au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, en reconnaissance de notre responsabilité envers les réfugiés afghans et les pays d'accueil.

L'Afghanistan fait également face à une crise de gouvernance. La participation à la vie politique et civique est le droit de tous les Afghans, femmes, hommes, jeunes, minorités et société civile. Un gouvernement qui n'exploite pas toute la force, le talent et la diversité du peuple afghan, qui ne permet pas le droit de manifester pacifiquement ni n'autorise des médias libres et indépendants ne peut pas jeter les bases d'un Afghanistan pacifique et sûr à l'avenir. Nous savons, de par notre propre expérience en Irlande, que la participation pleine, égale et véritable des femmes est une condition préalable à une paix durable et à la stabilité politique.

L'Irlande exhorte le Conseil à accorder une priorité claire à la participation des femmes aux processus qui façonnent leur avenir. Nous le devons aux artisanes de la paix, dont beaucoup ont tout donné et risquent leur vie pour la paix. Le droit des femmes et des filles à un accès complet et sur un pied d'égalité à l'éducation, aux soins de santé et à la liberté de mouvement dans leur propre pays, ainsi que leur droit de participer pleinement à la vie publique sont des droits universels. Il ne s'agit pas de droits réservés uniquement aux femmes et aux filles de certains pays, de certains groupes ethniques ou de certaines traditions religieuses. Ce sont des droits qui appartiennent de manière égale aux 7 milliards de personnes qui vivent sur cette planète. Dit tout simplement, les femmes et les filles en Afghanistan doivent être traitées comme des citoyens égaux.

Il a été dit et répété autour de cette table que seul un règlement politique négocié et inclusif offrira un avenir durable à l'ensemble du peuple afghan. Pour être honnête, nous n'avons rien vu qui y ressemble dans la démarche adoptée par les Taliban à ce jour. Ce qu'ils disent et font me semble être deux choses très différentes. Ceux qui ont pris le pouvoir ont maintenant la responsabilité ultime de garantir la sûreté, la sécurité et les droits de l'homme du peuple afghan. Toute nouvelle administration doit respecter les obligations de l'Afghanistan en vertu du droit international, notamment le droit international humanitaire, le droit des réfugiés et le droit des droits de l'homme.

J'appelle les membres du Conseil à envoyer un message sans équivoque pour dire que ceux qui violent

les droit international et commettent des violations des droits de l'homme doivent être et seront tenus responsables par la communauté internationale. Les événements du 26 août nous ont montré sans aucun doute possible que le terrorisme reste un vrai danger en Afghanistan. Je tiens à exprimer, en ma qualité de représentant de l'Irlande, la profonde sympathie du peuple irlandais aux familles des personnes tuées et blessées dans l'odieux attentat commis à l'aéroport de Kaboul. L'Afghanistan ne doit plus jamais devenir un havre pour le terrorisme international.

Je répète l'exigence du Conseil : le territoire afghan ne doit pas être utilisé pour menacer ou attaquer tout autre pays ni pour abriter ou entraîner des terroristes, ou planifier et financer des attaques terroristes. Les Taliban doivent rompre sans équivoque leurs liens avec toutes les organisations terroristes internationales, sous peine de continuer à subir l'opprobre et l'isolement. La responsabilité fondamentale du Conseil est de maintenir la paix et la sécurité internationales et de faire respecter la Charte des Nations Unies. Si nous ne nous y employons pas, alors nous devons sérieusement nous demander ce qu'est réellement le rôle du Conseil. L'adoption de la résolution 2593 (2021) la semaine dernière a été un premier pas dans la bonne direction, démontrant clairement les attentes de la communauté internationale et constituant une déclaration d'unité et d'intention du Conseil, mais le Conseil peut et doit faire plus. Il est essentiel que nous agissions avec clarté, détermination et, peut-être surtout, unité.

En cette période chargée d'incertitude, les activités des Nations Unies en Afghanistan sont plus indispensables que jamais. Le mandat de la MANUA arrive à expiration le 17 septembre. L'Irlande a engagé un dialogue actif avec les autres membres du Conseil pour garantir la poursuite des activités vitales de la MANUA et aménager le temps nécessaire pour travailler sur les prochaines étapes. Assurément, l'heure est à l'unité du Conseil. Cette unité sera cruciale pour forger le consensus autour d'un mandat propice à un avenir pacifique, égalitaire et sans exclusive pour tous les Afghans. Cette unité sera vitale si nous voulons influencer sur les décisions des dirigeants des Taliban qui sont en train de déterminer l'avenir de leur propre pays.

Dans cette salle aujourd'hui, nous avons entendu M^{me} Lyons, M^{me} Frogg et M^{me} Yousafzai évoquer la réalité à laquelle le peuple afghan est confronté. Leurs témoignages, que personne ici n'est près d'oublier, aideront, je l'espère, à rappeler le Conseil à ses

responsabilités. Nous avons tous l'obligation d'agir ensemble et de ne pas abandonner le peuple afghan.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Lipand (Estonie) (*parle en anglais*) : Je souhaite remercier la Représentante spéciale Lyons, M^{me} Frogg et M^{me} Yousafzai de leurs exposés et d'avoir partagé leurs expériences.

Il y a à peine deux semaines, nous nous sommes réunis pour discuter de l'Afghanistan (voir S/PV.8848). Depuis, un fait nouveau dont nous nous félicitons a été l'appel éclair aux fins de l'aide humanitaire qui permettra de remédier à la situation de plus en plus fragile qui prévaut en Afghanistan. Même avant la récente flambée des hostilités, la situation humanitaire en Afghanistan comptait parmi les pires au monde. Associé à la réunion ministérielle de haut niveau convoquée par le Secrétaire général Guterres lundi prochain, nous espérons que cet appel se traduira par l'augmentation nécessaire des fonds destinés à aider le peuple afghan.

D'après ce que nous comprenons, les premiers vols humanitaires et chargements d'aide sont déjà arrivés. Toutefois, l'acheminement de l'aide se heurte encore à des obstacles à l'intérieur du pays, notamment en ce qui concerne la fourniture de services de santé essentiels pour les femmes et les filles, qui ont été particulièrement touchées par les changements survenus ces trois dernières semaines. L'Estonie renouvelle son appel à toutes les parties pour qu'elles autorisent un accès humanitaire immédiat, sûr et sans entrave aux organismes humanitaires des Nations Unies et autres acteurs fournissant une assistance, notamment les travailleuses humanitaires, afin que l'aide puisse parvenir aux personnes qui en ont besoin.

En Estonie, le début du mois de septembre marque la rentrée scolaire pour nos enfants. Cette année, et plus particulièrement aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques, le monde entier a les yeux braqués sur l'Afghanistan, et se demande si toutes les filles du pays pourront poursuivre leur scolarité en toute sécurité, et si leurs mères, et toutes les autres femmes afghanes, pourront continuer à se déplacer librement et à travailler.

L'Estonie reste engagée envers le peuple afghan. Toutefois, notre coopération avec les dirigeants

afghans, quels qu'ils soient, sera fondée sur leur volonté de préserver les acquis des dernières décennies et d'agir conformément aux normes et règles du droit international, notamment le droit international des droits de l'homme.

Les violations des droits humains et les atteintes à ces droits doivent cesser, et leurs auteurs doivent être traduits en justice. Nous condamnons en particulier le recours récent à la violence contre des manifestants pacifiques et des journalistes, pour lesquels l'Afghanistan reste l'un des lieux de travail les plus dangereux au monde.

Maintenant qu'ils ont proclamé avoir pris le contrôle de l'Afghanistan, les Taliban ont une immense responsabilité vis-à-vis du peuple afghan et doivent lui rendre des comptes. Nous avons pris note avec une grande déception de la composition du Gouvernement intérimaire. Le peu de cas fait de la diversité de la population afghane et l'exclusion des femmes sont des décisions qui vont clairement à l'encontre des attentes de la communauté internationale. Non seulement cela porte atteinte au droit des femmes de participer pleinement, sur un pied d'égalité, à la prise de décision, mais cela attise également les inquiétudes autour de la poursuite de l'instabilité dans le pays à l'avenir. En outre, ces mesures ne correspondent pas aux déclarations publiques antérieures des Taliban, ce qui entame la confiance dans leurs autres assertions.

L'Estonie souligne une nouvelle fois qu'une paix durable en Afghanistan passe nécessairement par un règlement politique sans exclusive qui respecte les protections constitutionnelles des droits de tous les Afghans, en particulier les femmes, les enfants et les personnes appartenant à des minorités.

Je terminerai en adressant des remerciements particuliers au personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et à la famille des Nations Unies en Afghanistan, dont les efforts dans l'intérêt du peuple afghan ont été cruciaux en cette période de crise.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la Représentante spéciale Lyons de son important exposé dans le contexte des défis sans précédent que connaissent la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et l'Afghanistan tout entier. Nous remercions également M^{me} Frogh et M^{me} Yousafzai de leurs interventions fortes. Il est très important que le Conseil de sécurité

entende leurs voix et leurs perspectives, notamment sur l'avenir des femmes et des filles en Afghanistan.

Le rapport du Secrétaire général (S/2021/759) souligne à juste titre que des générations d'Afghans ont connu la guerre et le malheur. Nous convenons sans réserve qu'il ne faut pas les abandonner. Nous nous félicitons donc de la décision de convoquer une réunion ministérielle de haut niveau sur la situation humanitaire en Afghanistan, pour intensifier l'appui au peuple afghan.

Une paix durable en Afghanistan ne pourra être obtenue que par un règlement politique sans exclusive. Nous prenons note qu'un Gouvernement provisoire a désormais été annoncé à Kaboul. La composition de ce gouvernement donne lieu à de considérables préoccupations. Contrairement aux indications qu'avaient données les Taliban, il n'est ni inclusif ni représentatif.

Un nouveau gouvernement se doit d'être inclusif et représentatif, avec une participation pleine et concrète des femmes, sur un pied d'égalité. En Afghanistan pas plus qu'ailleurs, il ne peut y avoir de compromis entre la sécurité, la stabilité et le progrès et les droits des femmes. Au contraire, l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes dans la vie publique conduisent à la sécurité et à la stabilité et balisent la voie qui mène au progrès.

La conduite et la composition du Gouvernement afghan détermineront la portée et l'ampleur de la coopération et de l'appui de la communauté internationale. Nous soulignons que le territoire afghan ne doit pas être utilisé pour menacer ou attaquer tout autre pays ni pour abriter ou entraîner des terroristes, ou pour planifier ou financer des actes terroristes. Nous demanderons des comptes au nouveau Gouvernement à cet égard.

Nous avons pris bonne note des assurances, fournies par les Taliban, selon lesquelles les fonctionnaires du Gouvernement, qu'ils soient militaires ou civils, ne feraient l'objet d'aucunes représailles. Les représentants des Taliban ont également déclaré que les femmes et les filles auraient accès à l'emploi et à l'éducation. Nous suivrons de près la manière dont cela se traduit en action. L'Afghanistan doit continuer de respecter ses obligations internationales, notamment le plein respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Nous exhortons toutes les parties à veiller à ce que les travailleurs humanitaires et les organisations

de la société civile aient un accès complet, sûr et sans entrave aux personnes dans le besoin, conformément au droit international humanitaire. Nous appelons toutes les parties à faire en sorte que tous les citoyens afghans et étrangers qui souhaitent quitter le pays puissent le faire de manière sûre et ordonnée.

Le conflit prolongé, la sécheresse et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont donné lieu à d'importantes souffrances humanitaires. En outre, l'Afghanistan est l'un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques et aux risques de sécurité y afférents.

En cette période critique, il est impératif de préserver la capacité de l'ONU de rester sur place et de s'acquitter de sa mission. Les choix que nous ferons dans les prochains jours concernant le mandat de la MANUA seront déterminants. En tant que corédactrice chargée du dossier afghan, la Norvège encourage ses collègues au Conseil à forger le consensus sur ce mandat indispensable.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Lyons de son exposé. Comme elle l'a dit, nous avons traversé des moments extraordinaires et difficiles, et je voudrais la remercier et, par son intermédiaire, son équipe du courage et du dévouement avec lesquels les entités des Nations Unies ont réagi en Afghanistan.

Nous sommes face à une situation nouvelle. Nous nous souvenons tous de la dernière fois où les Taliban étaient au pouvoir, c'est pourquoi nous abordons cette question avec lucidité. Cependant, nous avons aussi entendu que certains Taliban souhaiteraient dorénavant adopter une approche différente. Nous sommes donc également ouverts d'esprit. Les décisions des Taliban détermineront notre approche. La résolution 2593 (2021) définit les attentes minimales du Conseil. Nous appelons les Taliban à renoncer au terrorisme et à honorer les engagements qu'ils ont pris lors des pourparlers de Doha. Il est dans l'intérêt commun de tous les pays que l'Afghanistan ne soit plus jamais un sanctuaire pour Al-Qaïda, Daech et les autres groupes terroristes et ne compromette pas la stabilité régionale. Nous attendons des Taliban qu'ils tiennent parole.

Nous nous félicitons de l'engagement pris par les Taliban d'autoriser le passage en toute sécurité des ressortissants étrangers et des citoyens afghans munis de documents de voyage. Encore une fois, nous

demandons aux Taliban de veiller à ce que leurs actes soient conformes à leurs engagements.

Nous sommes, nous aussi, profondément préoccupés par les conséquences des récents événements sur le peuple afghan. Le Royaume-Uni va doubler son aide à l'Afghanistan pour la porter à 286 millions de livres sterling cette année. Nous nous félicitons vivement de l'appel éclair lancé par l'ONU. Nous encourageons les Taliban à créer l'environnement sûr nécessaire à l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment en assurant un accès sans entrave aux acteurs humanitaires et en évitant de s'immiscer dans le travail des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales. Nous appelons à la protection des droits humains et des acquis des deux dernières décennies, notamment l'éducation des filles, l'emploi des femmes et les droits des minorités. Je remercie en outre M^{me} Wazhma Frogh et M^{me} Malala Yousafzai de leurs exposés d'aujourd'hui.

Nous avons vu aujourd'hui dans la presse des images inquiétantes de journalistes qui ont été roués de coups. Nous tenons à dire clairement que les actes des Taliban doivent être conformes à avec leurs paroles, et nous ajusterons notre approche en conséquence. La composition du Gouvernement intérimaire dévoilée par les Taliban le 7 septembre ne reflète pas la diversité des régions et des communautés du pays et exclut les femmes, c'est pourquoi nous appelons les Taliban à mener une politique inclusive à l'image de la société.

Enfin, il est dans l'intérêt commun des membres du Conseil de sécurité de veiller à ce que l'Afghanistan ne sombre pas de nouveau dans le chaos du passé. Nous devons dès maintenant œuvrer de concert, et il faut que le système des Nations Unies poursuive son travail courageux. Je salue les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, alors que nous entrons dans cette phase nouvelle. Le Royaume-Uni est prêt à travailler avec elle.

M. Tirumurti (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale, M^{me} Deborah Lyons, de son exposé. Je m'associe aux autres orateurs pour exprimer notre soutien indéfectible au travail accompli par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en ces temps difficiles. L'Inde n'a cessé de plaider pour que l'ONU joue un rôle central en Afghanistan. Je remercie également les autres intervenantes de leurs observations et de leurs éclairages.

Nous avons été témoins de changements spectaculaires dans la situation en Afghanistan au cours du mois dernier. Le Conseil de sécurité s'est réuni trois fois en août et s'est prononcé collectivement sur la situation qui règne dans ce pays. La résolution 2593 (2021) sur l'Afghanistan énonce clairement les attentes du Conseil sur une série de questions essentielles et immédiates.

Voisin de l'Afghanistan, nous avons eu le privilège de présider le Conseil lors de l'adoption de ce document important et tourné vers l'avenir. La résolution tient compte de certaines de nos préoccupations collectives, notamment en matière de terrorisme, et prend note de l'engagement des Taliban à ne pas permettre l'utilisation du sol afghan à des fins de terrorisme, y compris par des terroristes et des groupes terroristes désignés par la résolution 1267 (1999). Elle souligne que le territoire afghan ne doit pas être utilisé pour menacer ou attaquer tout autre pays ni pour abriter ou entraîner des terroristes, ou pour planifier ou financer des actes terroristes. Comme en témoigne le déplorable attentat terroriste perpétré à l'aéroport de Kaboul le mois dernier, le terrorisme continue de représenter une grave menace pour l'Afghanistan. Il importe donc que les engagements pris à cet égard soient respectés et appliqués.

La résolution 2593 (2021) prend également note de la déclaration des Taliban selon laquelle les Afghans pourront se rendre à l'étranger sans entrave. Nous espérons que ces engagements seront respectés, notamment en ce qui concerne le départ d'Afghanistan, en toute sécurité, en toute sûreté et en bon ordre, des Afghans et de tous les ressortissants étrangers.

La situation en Afghanistan reste très précaire. La situation actuelle nous concerne directement en tant que voisin immédiat et ami du peuple afghan. Les incertitudes sont nombreuses quant à l'avenir du peuple afghan, ainsi qu'au maintien et à la consolidation des progrès accomplis ces deux dernières décennies. Dans ce contexte, nous réaffirmons qu'il importe que les voix des femmes afghanes soient entendues, que les aspirations des enfants afghans se concrétisent et que les droits des minorités soient protégés. Nous demandons que l'aide humanitaire soit fournie de toute urgence, et soulignons la nécessité d'assurer un accès sans entrave à l'ONU et aux autres organismes à cet égard.

L'Inde plaide pour que le pouvoir politique soit représentatif de toutes les composantes de la société afghane. Un gouvernement largement représentatif et inclusif, issu d'un règlement politique négocier

et inclusif, serait mieux accepté et plus légitime au niveau international.

L'Afghanistan a déjà connu suffisamment de bains de sang et de violence ces dernières années. Nous appelons la communauté internationale à s'unir, transcendant tous les intérêts partisans, pour soutenir le peuple afghan dans son désir de paix, de stabilité et de sécurité dans le pays. Nous devons permettre à tous les Afghans, y compris les femmes, les enfants et les minorités, de vivre dans la paix et la dignité.

Lors du dernier débat du Conseil consacré à l'Afghanistan (voir S/PV.8834), le Secrétaire général a formulé de précieuses observations et souligné la nécessité pour la communauté internationale de parler d'une seule voix sur l'évolution de la situation en Afghanistan. Il est peut-être plus important pour nous d'adhérer à l'appel lancé par le Secrétaire général, tant dans la lettre que dans l'esprit, dans l'intérêt du peuple afghan. Nous prions donc tous les membres du Conseil de veiller, au moment de décider de l'avenir du mandat de la MANUA, à ne pas perdre de vue le peuple afghan et ses attentes quant au soutien de la communauté internationale en ces temps de crise.

L'Inde a considérablement contribué au développement de l'Afghanistan ces dernières années. À cet égard, des projets de développement indiens ont été entrepris dans des domaines essentiels tels que l'électricité, l'approvisionnement en eau, le réseau routier, les soins de santé, l'éducation, l'agriculture et le renforcement des capacités. L'Inde a mis l'accent sur le bien-être et la prospérité du peuple afghan. Elle a lancé plus de 500 projets de développement dans chacune des 34 provinces de l'Afghanistan. Nous avons également fourni une aide humanitaire en fournissant 75 000 tonnes de blé à l'Afghanistan l'année dernière. Nous espérons que ces projets de développement, ainsi que l'assistance en matière d'éducation et dans la mise en valeur des ressources humaines fournie par l'Inde au fil des années, contribueront à l'établissement d'une politique inclusive et progressiste.

M. Aougi (Niger) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Kenya, la Tunisie et le Niger, ainsi que de Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Nous tenons à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général Lyons pour son exposé sur les derniers développements en Afghanistan. Les membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les

Grenadines souhaitent réitérer leur soutien à la Représentante spéciale et au personnel dévoué des Nations Unies pour les efforts qu'ils déploient afin d'aider le vaillant peuple afghan en ces temps difficiles que traverse son pays.

Nous tenons également à remercier M^{me} Wazhma Frogh, fondatrice de la Women and Peace Studies Organization (Organisation des études sur les femmes et la paix), et M^{me} Malala Yousafzai, cofondatrice et Présidente du Conseil d'administration du Malala Fund (Fonds Malala), pour leur contribution à notre débat d'aujourd'hui.

Les membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines restent profondément préoccupés par la situation humanitaire en Afghanistan. Compte tenu de l'urgence et du manque de clarté quant à l'évolution des choses dans les jours, les mois ou les années à venir, notamment en ce qui concerne la situation politique et sécuritaire, la priorité doit être donnée à l'accès humanitaire. Il est important que les Taliban garantissent la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel humanitaire, ainsi que la liberté de mouvement de ces travailleurs, hommes et femmes, afin d'atteindre les populations dans le besoin. Nous prenons note de l'intention exprimée par les Taliban de coopérer et de garantir la poursuite de l'aide humanitaire.

Les membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines se félicitent de la conférence humanitaire ministérielle de haut niveau sur l'Afghanistan qui se tiendra le 13 septembre à Genève, et espèrent que cette réunion permettra de mobiliser les ressources nécessaires pour aider le peuple afghan. Les membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines reconnaissent les efforts des pays voisins pour accueillir un grand nombre de réfugiés afghans, et soulignent la nécessité pour la communauté internationale de soutenir ces pays.

Le groupe des membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines prend note de l'annonce d'un Gouvernement intérimaire par les Taliban, le 7 septembre. Toutefois, les membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines regrettent son manque d'inclusivité. Nous pensons que le Conseil se doit de réitérer sa demande aux Taliban de faire des efforts soutenus pour embrasser la paix, de cesser leurs liens avec les groupes terroristes et leurs affiliés et de s'engager dans un dialogue significatif avec toutes les composantes de la société, qui transformera l'Afghanistan en un havre de paix.

Pour que cette paix soit durable et que la reconstruction post-conflit soit réussie, la participation des femmes, des jeunes et des minorités ethniques est essentielle. Il est important de souligner que la recherche de la paix doit inclure le respect des droits de l'homme des Afghans, en particulier ceux des groupes susmentionnés. En outre, leur accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et à d'autres services doit être garanti.

L'arrivée au pouvoir des Taliban a d'énormes implications au-delà des frontières de l'Afghanistan. La situation actuelle fait craindre aux voisins et aux acteurs régionaux une instabilité, avec un risque possible d'exportation du terrorisme. Le Conseil devrait tenir dûment compte de ces préoccupations légitimes. Les membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines encouragent les pays de la région à renforcer leur coopération afin de créer des conditions plus stables et favorables à un règlement pacifique en Afghanistan et à la sécurité régionale.

En ce qui concerne le renouvellement du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, les membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines restent engagés à soutenir la paix durable, le développement et les droits de l'homme en Afghanistan, et nous sommes disposés à nous engager de manière constructive dans les prochaines négociations.

Pour conclure, le Kenya, la Tunisie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Niger réaffirment leur solidarité indéfectible avec le peuple afghan en ces temps incertains et réitèrent leur soutien à sa vision d'un pays pacifique et progressiste.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous saluons votre participation personnelle, Monsieur le Président, à la séance d'aujourd'hui.

Le 11 septembre, exactement 20 années se seront écoulées depuis les événements tragiques de New York, au cours desquels près de 3 000 vies innocentes ont été perdues. Nous remercions la Représentante permanente Linda Thomas-Greenfield et les autres collègues de la Mission permanente des États-Unis d'Amérique de nous avoir donné l'occasion de nous rendre aujourd'hui au mémorial du 11 septembre pour rendre hommage aux victimes innocentes de cet acte monstrueux. Nous présentons nos condoléances au Gouvernement et au peuple des États-Unis d'Amérique ainsi qu'aux familles qui ont perdu des êtres chers.

Le terrorisme est un mal fondamental qui ne peut être vaincu que par des efforts conjoints, indépendamment des situations politiques. Les événements tragiques du 11 septembre ont un lien direct avec le sujet de la présente séance, car ils ont marqué le début de la campagne menée par les États-Unis en Afghanistan, qui a duré 20 ans.

Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, M^{me} Deborah Lyons, de ses observations et de son évaluation de la situation en Afghanistan. Nous avons également écouté attentivement les représentantes de la société civile, M^{me} Wazhma Frogh et M^{me} Malala Yousafzai. Nous nous réjouissons que des représentants des pays de la région aient aujourd'hui l'occasion de s'exprimer sur une question qui les concerne particulièrement.

Nous suivons tous de près l'évolution rapide de la situation en Afghanistan. La séance d'aujourd'hui a pour toile de fond l'annonce par les Taliban, le 7 septembre, de la formation d'un Gouvernement intérimaire. De nouveaux mécanismes de pouvoir sont en train d'être formés. Nous continuons de croire que ces mécanismes seront inclusifs et tiendront compte des intérêts de tous les Afghans et de toutes les forces ethnopolitiques, car c'est la seule façon d'instaurer la paix. Nous n'avons eu de cesse de rappeler notre intérêt pour le maintien de la stabilité en Afghanistan. C'est notre principal objectif, et un objectif que nous partageons tous. Nous ne pouvons pas nous permettre de fermer les yeux sur la situation sur le terrain ni sur la nouvelle réalité.

Cela étant, les causes profondes de cette nouvelle situation ne sont pas apparues du jour au lendemain. Les événements récents montrent clairement que les Afghans n'accepteront pas que leur développement soit géré de l'extérieur. Seuls les Afghans eux-mêmes peuvent décider du sort de leur pays. De ce fait, les décisions doivent être prises sur une base inclusive, en tenant compte des intérêts de tous les groupes de la société, de tous les groupes ethniques, tout en garantissant, bien entendu, les droits des femmes et le respect des droits humains fondamentaux.

Nous suivons toutes les mesures prises par le nouveau Gouvernement, qui a annoncé qu'il mettra fin aux combats et qu'il ramènera l'ordre dans le pays. Il a annoncé une amnistie pour les fonctionnaires et des plans de lutte contre le trafic de stupéfiants. Nous avons entendu parler de garanties de sécurité pour les diplomates. Nous osons espérer que, dans la situation

actuelle, la sécurité du personnel de l'ONU, ainsi que l'inviolabilité de ses locaux en Afghanistan, seront également garanties.

À ce stade, il est extrêmement important de se concentrer sur les questions les plus urgentes, en particulier celles liées à la fourniture rapide de l'aide humanitaire à toutes les personnes qui en ont besoin. D'après nos informations, les travailleurs humanitaires eux-mêmes ne rencontrent pas de problèmes sérieux dans l'exercice de leurs activités. Des efforts sont en cours pour nouer des relations avec les nouvelles autorités dans l'ensemble du pays afin d'élargir l'accès humanitaire. Avant toute chose, il faut appuyer financièrement les efforts des travailleurs humanitaires. Nous ne doutons pas que les principaux donateurs fourniront l'aide nécessaire au relèvement socioéconomique de l'Afghanistan, non seulement en paroles mais aussi en actes.

Comme le montre la situation, malgré les financements ininterrompus et la présence militaire étrangère au cours des 20 dernières années, la pauvreté, le manque de nourriture et d'autres problèmes urgents en Afghanistan n'ont pas encore été réglés. Il est plus difficile de s'attaquer à ces problèmes dans les circonstances actuelles, étant donné le manque criant de ressources financières. Le pays est au bord de l'effondrement économique. La détérioration de la situation socioéconomique et humanitaire n'est pas de bon augure pour l'avenir. Au contraire, elle conduira inévitablement à une déstabilisation et à une crise humanitaire encore plus grave, qui, à son tour, exacerbera la crise migratoire dans la région et dans le monde. Nous espérons que, dans l'intérêt du peuple afghan, l'accès aux avoirs gelés de l'Afghanistan sera accordé.

La menace que représentent le terrorisme et les stupéfiants ne s'est pas dissipée au fil des ans. Comme par le passé, nous sommes préoccupés par la présence continue dans le pays de l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan, dont les activités terroristes pourraient s'étendre au-delà des frontières de l'Afghanistan et mettre en péril la sécurité des États voisins en Asie centrale et au-delà. L'EIIL ne cherche pas à instaurer la paix et la stabilité en Afghanistan et poursuit toujours l'objectif ultime de mettre en place un califat mondial. Il est dans notre intérêt vital que l'Afghanistan ne soit plus jamais un foyer de terrorisme.

Le risque que des militants s'infiltreront dans la région, déguisés en réfugiés notamment, préoccupe beaucoup nos partenaires d'Asie centrale. Nous

entretenons des contacts réguliers avec les cinq États d'Asie centrale. La coopération entre les organisations régionales – l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et l'Organisation de Shanghai pour la coopération, notamment le Groupe de travail de l'OTSC sur l'Afghanistan et le mécanisme actualisé du groupe de contact pour l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai pour la coopération est plus importante que jamais.

Le problème de la production et de la contrebande de drogues afghanes est inextricablement lié au terrorisme. L'Afghanistan reste le plus grand fournisseur d'opiacés. Plus de deux tiers des provinces du pays produisent des drogues. Nous avons mentionné ce problème à de nombreuses reprises, mais personne ne veut en entendre parler. Le traitement plutôt sommaire de la question dans le rapport du Secrétaire général est décevant. Il est également clair que les efforts du Gouvernement précédent pour lutter contre ce fléau étaient insuffisants. De plus, la superficie des cultures a considérablement augmenté. Nous espérons que les nouvelles autorités seront en mesure de résoudre ce problème, comme elles l'ont déclaré, afin d'épargner la région des menaces liées à la drogue en provenance d'Afghanistan.

Nous constatons que la situation en Afghanistan fait désormais l'objet de discussions dans pratiquement toutes les plateformes internationales, et les propositions de création de nouvelles plateformes se multiplient. De nombreux États, y compris des États éloignés de la région, tentent de trouver une solution hâtive au problème afghan en utilisant des réponses standard et en y apportant leur propre touche. De nombreuses erreurs ont déjà été commises, pour lesquelles le peuple afghan a dû payer. Nous appelons à la patience et à une approche équilibrée et réfléchie qui tienne compte des leçons apprises. Répéter les erreurs du passé sera beaucoup plus coûteux.

Pour sa part, la Fédération de Russie souhaite toujours une stabilisation rapide de l'Afghanistan et son redressement après le conflit. Nous voudrions faire en sorte que ce pays ne constitue jamais une menace pour la région et le monde.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : J'aimerais remercier et saluer les intervenantes pour leur témoignage et pour leur engagement. La présence de trois femmes, en particulier de Wazhma Frogh, de Malala Yousafzai et de la Représentante spéciale devant le Conseil nous rappelle que les femmes ne doivent pas être les oubliées

de la crise afghane, mais qu'elles seront, au contraire, au cœur de toute solution.

À Deborah Lyons, je voudrais exprimer notre plein soutien. J'aimerais saluer le courage, la détermination des équipes de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et, au-delà, de tout le personnel des Nations Unies en Afghanistan. Ceux qui se trouvent encore sur place, nous le savons, travaillent dans un contexte sécuritaire, humanitaire très dégradé. La sécurité de ces personnels doit demeurer une préoccupation constante pour nous tous. Le rapport du Secrétaire général (S/2021/759) nous le rappelle à l'heure où nous négocions le renouvellement du mandat de la MANUA.

Les exigences de la communauté internationale vis-à-vis des Taliban sont extrêmement claires : elles ont été énoncées clairement dans la résolution 2593 (2021) du Conseil de sécurité et elles ont été répétées à maintes reprises par la France comme par ses partenaires européens.

Il s'agit d'abord du départ sûr, sans entrave des Afghans et de l'ensemble des ressortissants étrangers qui souhaitent quitter le pays. C'est le cœur de la résolution 2593 (2021) qui a été portée par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les Taliban ont pris des engagements concrets sur ce point dans leur déclaration du 27 août 2021 et il est impératif qu'ils les respectent. Nous travaillons avec tous les partenaires impliqués pour nous en assurer, et notamment les pays voisins de l'Afghanistan. L'une des priorités est que celles et ceux qui souhaitent quitter l'Afghanistan puissent le faire via l'aéroport de Kaboul dont l'accès doit être libre, sûr et sécurisé.

Il s'agit ensuite de garantir l'accès humanitaire sur l'ensemble du territoire afghan. La situation ne cesse de s'aggraver sur le terrain. Près de la moitié de la population afghane dépend à présent de l'aide humanitaire extérieure. La France participera à la réunion ministérielle du 13 septembre prochain à Genève et elle contribuera à l'effort international pour aider le peuple afghan. Mais l'aide n'est rien si elle ne parvient pas à tous ceux et celles qui en ont le plus besoin. La protection des personnels humanitaires et médicaux doit être garantie. Les Taliban ont pris des engagements. Et là encore, nous ne contenterons pas de mots, nous attendons des actes concrets et surtout des garanties. Il est essentiel que les personnels humanitaires féminins puissent continuer à mener à bien leurs missions.

Le respect par tous et par toutes les parties de leurs obligations en matière de droit international, y compris le droit international humanitaire, est une exigence absolue.

Nous ne transigerons pas non plus sur le respect des droits de l'homme, et en particulier des droits des femmes et des filles. Nous avons entendu les témoignages absolument poignants de Wazhma et de Malala. Elles nous ont rappelé, chacune à sa manière, avec leur parcours, le courage des femmes et des filles afghanes qui se sont si durement battues pour obtenir des droits au cours des 20 dernières années. La protection de ces acquis est une priorité absolue et la violation de ces droits ne restera pas impunie.

Les filles doivent pouvoir continuer à prendre le chemin de l'école. Elles doivent pouvoir continuer à aspirer à des postes de responsabilités. Leurs aînées doivent pouvoir continuer à travailler et à jouir sans entrave de leurs droits et de leurs libertés fondamentales. Nous savons la détermination des femmes afghanes et nous les soutiendrons dans leurs combats à venir comme nous l'avons fait dans le passé.

L'Afghanistan ne doit pas redevenir un sanctuaire pour les groupes terroristes. Nous exigeons des Taliban qu'ils rompent tout lien direct ou indirect, et y compris financier, avec les groupes terroristes, et en particulier avec Al-Qaïda.

La France a constamment rappelé qu'elle serait attentive à la mise en place d'un gouvernement de transition qui soit représentatif de l'ensemble du peuple afghan et qui réponde aux aspirations de la population. Force est de constater que la composition du nouveau Gouvernement intérimaire, qui a été annoncé par les Taliban hier, ne répond en rien à cette exigence.

En conclusion, la France continuera d'apporter son plein soutien au peuple afghan et elle sera attentive à ce que les engagements pris par les Taliban soient respectés et traduits en actions concrètes sur le terrain.

M. de la Fuente Ramírez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie la Représentante spéciale Deborah Lyons, M^{me} Malala Yousafzai et M^{me} Wazhma Frogh pour leurs exposés. Mon pays accorde une grande importance à leur témoignage, et je suis sûr qu'il en va de même pour d'autres pays.

Le Conseil de sécurité a aujourd'hui la tâche importante d'analyser le rôle de l'ONU, en particulier celui de la Mission d'assistance des Nations Unies en

Afghanistan, pour aider l'Afghanistan à surmonter une situation humanitaire, politique et sécuritaire complexe. J'exprime l'appréciation de mon pays pour le travail de la Mission. Ses efforts pour protéger les droits de l'homme, promouvoir l'égalité des sexes et faciliter l'aide humanitaire sont plus importants que jamais.

Le témoignage des intervenantes montre clairement que le peuple afghan a plus que jamais besoin du soutien de l'ONU et de la communauté internationale. Le Mexique est solidaire des Afghanes et des Afghans et réitère sa volonté de fournir une assistance pour des raisons humanitaires à ceux et à celles dont la vie et l'intégrité physique sont en danger. La protection humanitaire et l'asile accordés aux travailleurs des médias et à leurs familles, ainsi qu'aux femmes de l'Afghan Dreamers Team, en sont un exemple. Nous félicitons tous les États qui ont accueilli des réfugiés et réitérons l'importance de respecter le droit international des réfugiés.

Comme l'a souligné la Représentante spéciale Lyons, la situation humanitaire est déplorable. Entre janvier et août, 550 000 personnes ont été déplacées. De plus, on estime qu'une personne sur trois souffre d'insécurité alimentaire, un phénomène exacerbé par la sécheresse. On estime également que la moitié des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition plus ou moins aiguë. À l'évidence, l'aide humanitaire est requise de toute urgence, mais les attaques contre le personnel humanitaire se poursuivent sans relâche. En outre, selon certaines informations, les déplacements des travailleuses humanitaires sont limités si elles ne sont pas accompagnées par un homme. Le Mexique se fait l'écho des appels lancés pour que soit garanti un accès humanitaire sans entrave. Nous suivrons avec attention la réunion ministérielle du 13 septembre prochain, organisée par le Secrétaire général dans le but d'évaluer précisément la situation humanitaire en Afghanistan.

Compte tenu de la répression des manifestations populaires, notamment de femmes, des arrestations violentes, des exécutions, de la persécution des professionnels des médias et des conséquences pour la population civile, il est urgent d'instaurer une gouvernance inclusive qui réponde à toutes les aspirations du peuple afghan. Ceux qui gouvernent en Afghanistan doivent garantir les droits de la population civile et respecter les obligations internationales.

Le Mexique et l'Irlande, qui coprésident le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, avaient demandé

la participation pleine et effective des femmes au futur Gouvernement afghan. Nous regrettons que cet appel n'ait pas été pris en compte dans la formation du Gouvernement intérimaire.

En vertu de la résolution 2593 (2021), nous lançons une nouvelle fois les appels suivants. Il faut, premièrement, garantir un accès humanitaire complet, sûr et inconditionnel, ainsi que la sécurité de tous les travailleurs humanitaires, conformément au droit international humanitaire ; deuxièmement, faire en sorte que toute personne souhaitant quitter l'Afghanistan puisse le faire en toute sécurité et sans restriction ; troisièmement, respecter et protéger les droits humains de tous les Afghans, et garantir la participation pleine et effective des femmes à tous les processus décisionnels ; et, quatrièmement, veiller à ce que l'Afghanistan ne soit plus jamais une base ou un sanctuaire pour les terroristes ou une menace pour la sécurité d'autres pays.

En conclusion, la visite de ce matin des membres du Conseil au mémorial érigé en souvenir des victimes des attentats du 11 septembre rappelle l'importance de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, conformément au droit international. Nous devons rester unis dans ce combat en mémoire non seulement de ceux qui ont perdu la vie ce jour-là, mais aussi de toutes les victimes de ce fléau, y compris les victimes de l'attentat inacceptable perpétré à l'aéroport de Kaboul.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Irlande d'avoir organisé cette importante séance, et je remercie le Ministre irlandais des étrangères et Ministre de la défense de l'Irlande de la présider. Je remercie la Représentante spéciale Lyons de son exposé circonstancié. Nous saluons les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les autres membres du personnel des Nations Unies sur le terrain en ces temps ô combien difficiles. Nous remercions également M^{me} Frogh et M^{me} Yousafzai d'avoir partagé leur histoire et leurs réflexions. Je salue la participation des représentants de l'Afghanistan, de la Turquie, du Kazakhstan, du Pakistan et de l'Iran à la présente séance.

Nous suivons de près la situation en Afghanistan et ses conséquences pour le pays et les personnes sur le terrain, à savoir les Afghans, les ressortissants étrangers et le personnel des Nations Unies.

Nous condamnons fermement les récents attentats terroristes commis à Kaboul et exprimons nos

plus sincères condoléances aux pays concernés et aux familles des victimes. Nous espérons sincèrement que la situation dans le pays pourra bientôt se stabiliser dans l'intérêt du peuple afghan et de la paix et de la stabilité dans la région, en particulier dans les pays voisins de l'Afghanistan.

Au vu de l'évolution actuelle de la situation, je souhaite souligner les points suivants.

Premièrement, la priorité est désormais de garantir l'ordre et la sécurité dans le pays, ainsi que la sûreté, la sécurité et le bien-être de toutes les personnes sur le terrain. Nous appelons toutes les parties concernées en Afghanistan à s'abstenir de recourir à la force et à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et conformément à la résolution 2593 (2021). Le fonctionnement normal des infrastructures indispensables et des services essentiels pour la population civile, en particulier les groupes vulnérables, tels que les femmes, les enfants et les personnes handicapées, doit être assuré.

Nous prenons acte des déclarations des parties concernées selon lesquelles la circulation en toute sécurité des Afghans et des ressortissants étrangers qui souhaitent quitter le pays continuera d'être garantie. Nous sommes gravement préoccupés par les atteintes à la sécurité dont a fait l'objet le personnel des Nations Unies en Afghanistan ces derniers jours, comme l'indique le rapport du Secrétaire général (S/2021/759). La sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies, des travailleurs humanitaires, des ressortissants étrangers, des organisations internationales et des missions diplomatiques doivent être garanties.

Deuxièmement, il est impératif de promouvoir un règlement politique inclusif aux fins de la stabilité et du développement du pays. Nous appelons toutes les parties concernées en Afghanistan à poursuivre le dialogue, à régler leurs différends et à promouvoir la réconciliation et l'harmonie nationales. Il est tout aussi important de garantir la participation active et significative des femmes et des jeunes à la vie politique et à tous les autres aspects de la société.

Troisièmement, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour relever les défis croissants liés à la situation humanitaire, à l'insécurité alimentaire, au terrorisme, aux migrants et aux réfugiés, à la pandémie de maladie à coronavirus et au trafic de drogue. La

crise humanitaire en Afghanistan touche actuellement plus de 18 millions de personnes, soit la moitié de la population du pays. Un accès humanitaire immédiat, sûr et sans entrave doit être garanti pour que l'on puisse atteindre les Afghans dans le besoin. Nous espérons que l'ONU et les partenaires régionaux et internationaux redoubleront d'efforts pour soutenir la paix et la reconstruction de l'Afghanistan, en particulier pour relever les défis humanitaires actuels.

Quatrièmement, nous tenons à saluer les efforts déployés par la MANUA et souligner qu'il importe d'assurer la sécurité et la sûreté de la Mission et de tout son personnel international et local. Au cours de la période à venir, le mandat de la Mission devra être examiné attentivement compte tenu de la situation actuelle. Nous collaborerons étroitement avec les autres membres du Conseil à cet égard. Dans le même temps, nous appelons toutes les parties concernées en Afghanistan à coopérer pleinement et à créer des conditions favorables permettant à l'ONU et à la MANUA des'acquitter de leur mandat dans l'intérêt du peuple afghan et du développement du pays.

En conclusion, le Viet Nam tient à exprimer une nouvelle fois son plein appui à la quête de paix, de stabilité et de développement en Afghanistan, au profit du peuple afghan.

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Lyons de son exposé. Par son intermédiaire, je tiens à remercier toute l'équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) de son travail et de son dévouement, notamment au cours de ces quelques semaines extrêmement difficiles. Je remercie Malala Yousafzai, comme à l'accoutumée, pour son courage et pour son exposé au Conseil de sécurité. Ses réflexions et son expérience sont précieuses. Je remercie également Wazhma Frogh de nous avoir fait part de ses vues et du travail essentiel qu'elle accomplit pour favoriser l'inclusion des femmes et leur participation effective à la vie civile afghane.

Le 31 août, un nouveau chapitre de notre action en Afghanistan s'est ouvert. Dans cet environnement difficile et en mutation, l'Afghanistan a plus que jamais besoin de l'ONU et de la MANUA. L'Ambassadrice Thomas-Greenfield a eu l'immense privilège de rencontrer en personne Malala la semaine dernière. Son plaidoyer est un rappel poignant de ce qui est en jeu pour les femmes et les filles à l'avenir. Des millions d'enfants afghans, en particulier des filles, ne sont pas

scolarisés. Quelque 300 000 enfants ont été contraints de quitter leur foyer. L'UNICEF prévoit qu'1 million d'enfants de moins de 5 ans pourraient bientôt souffrir de malnutrition aiguë sévère. Ils pourraient mourir de faim.

Les États-Unis restent attachés au peuple afghan. En tant que principal donateur d'aide humanitaire à l'Afghanistan, nous aidons nos partenaires sur le terrain à fournir des denrées alimentaires, une protection, des abris, des soins de santé essentiels, de l'eau, des installations sanitaires, du matériel d'hygiène et bien d'autres articles humanitaires vitaux aux Afghans.

Mais les besoins sont immenses, et, en ce moment, alors que la présence diplomatique est considérablement réduite dans le pays, l'ONU a un rôle capital à jouer. Nous avons besoin de l'ONU pour contribuer à prévenir les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits et pour que les personnes qui s'en sont déjà rendues coupables répondent de leurs actes. Nous avons besoin de l'ONU pour protéger les enfants et les civils. Et l'ONU doit aider à coordonner l'aide humanitaire dont les habitants ont désespérément besoin. De ce fait, l'action menée par la MANUA, tant à Kaboul que par l'intermédiaire de ses bureaux locaux, est absolument nécessaire. Dans le même temps, nous sommes profondément préoccupés par la sûreté et la sécurité du personnel de terrain de la MANUA, nous nous demandons si le personnel féminin de l'Organisation des Nations Unies sera en mesure de faire le même travail que celui que ses homologues masculins sont autorisés à faire, et nous sommes préoccupés au sujet de l'acheminement de l'aide humanitaire.

Premièrement, nous sommes scandalisés par les informations selon lesquelles des membres des Taliban ont engagé des représailles contre le personnel des Nations Unies dans l'ensemble du pays. C'est tout simplement inacceptable. Nous exhortons les dirigeants des Taliban à veiller à ce que leurs membres, à tous les niveaux, respectent les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et prennent toutes les mesures qui s'imposent pour respecter l'indépendance et la neutralité opérationnelles de l'ONU et de son personnel international et local.

Nous sommes de fervents partisans du Département de la sûreté et de la sécurité et d'autres services de sécurité et de protection des Nations Unies, et nous réfléchissons à des moyens supplémentaires de renforcer la protection des membres du personnel de la MANUA et de leurs familles, dont la sûreté et la sécurité

demeurent une priorité absolue des États Membres et de nos partenaires onusiens.

Deuxièmement, nous avons également appris que certaines femmes, notamment des membres du personnel féminin de l'Organisation des Nations Unies et des partenaires d'exécution des États-Unis, n'ont pas le droit de se rendre au bureau ou sont obligées d'entrer sur leur lieu de travail accompagnées d'un chaperon masculin. Qualifier ces incidents de scandaleux serait un euphémisme. Tous les membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies doivent pouvoir exercer leurs fonctions sans contraintes indues et sans discrimination.

Troisièmement, nous demandons aux Taliban de permettre aux organisations humanitaires de poursuivre leur action vitale en Afghanistan. En raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, de la sécheresse et de la malnutrition sévère qui menace tant d'enfants dans le pays, les efforts déployés par le Programme alimentaire mondial pour établir un pont aérien humanitaire sont essentiels pour que l'aide alimentaire soit fournie sans interruption.

Je voudrais conclure mon intervention en m'adressant directement aux Taliban. Comme indiqué dans la résolution 2593 (2021), que nous avons adoptée le 30 août dernier, le Conseil de sécurité attend des Taliban qu'ils respectent tous leurs engagements, notamment qu'ils facilitent le passage en toute sécurité des Afghans et des ressortissants étrangers qui souhaitent quitter l'Afghanistan. Toutes les parties doivent respecter les obligations que leur impose le droit international humanitaire en toutes circonstances, notamment celles ayant trait à la protection des civils.

Si nous avons un nouveau Gouvernement afghan qui respecte ses engagements et ses obligations, apporte une stabilité accrue au pays et à la région, est réellement inclusif et protège les acquis de ces 20 dernières années, nous travaillerons avec lui. Mais nous ne le ferons pas sur la seule base de la confiance ou de la foi.

Les Taliban veulent jouir d'une légitimité internationale, et ils sont à la recherche d'un soutien international. Notre message est simple. Toute légitimité et tout soutien devront se mériter. Les normes établies par la communauté internationale sont claires. Nous resterons extrêmement vigilants pour voir si elles sont respectées.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Tout d'abord, Monsieur le Président, je vous souhaite

la bienvenue à New York, où vous êtes venu présider la séance d'aujourd'hui, et je salue la participation des représentants du Pakistan et d'autres pays de la région à la présente séance. Je remercie de leurs exposés la Représentante spéciale Deborah Lyons et les deux représentantes de la société civile.

Ancienne civilisation d'Asie centrale, l'Afghanistan a été confronté à de nombreuses vicissitudes de la vie. Au cours des 20 dernières années, le développement pacifique de l'Afghanistan a connu des méandres et des défis, et le peuple afghan a énormément souffert. Vingt ans plus tard, loin de s'unir, les diverses factions afghanes ont vu leurs divergences internes se creuser. Encore une fois, 20 ans plus tard, les forces terroristes en Afghanistan n'ont pas été éradiquées, et les organisations terroristes sont devenues de plus en plus radicales et omniprésentes. En outre, depuis 20 ans, le peuple afghan est privé de développement et de dignité et oscille entre pauvreté et instabilité. Seule l'histoire peut rendre justice à l'Afghanistan pour ce qu'il a subi au cours des 20 dernières années.

Toutefois, les changements brusques survenus récemment en Afghanistan nous rappellent une fois de plus que les interventions militaires et la politique de la canonniers ne peuvent pas prospérer et que les modèles étrangers et les transformations démocratiques ont du mal à s'implanter. L'action menée par les pays concernés en Afghanistan au cours des 20 dernières années s'est soldée par un échec.

Ces pays doivent y réfléchir sérieusement et réparer leurs erreurs sans tarder, plutôt que de fuir les problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés, laissant ainsi l'Afghanistan et les autres pays de la région se débrouiller seuls. Après tout, ils portent inéluctablement la responsabilité de la situation politique, économique, humanitaire et en matière de sécurité en Afghanistan et sont davantage tenus que d'autres pays d'aider l'Afghanistan à maintenir la stabilité, à prévenir le chaos et à s'engager sur la voie de la paix et de la reconstruction. Ils doivent en toute bonne foi honorer leurs engagements envers le peuple afghan et prendre des mesures concrètes pour participer aux opérations d'assistance de la communauté internationale en Afghanistan.

En ce moment même, l'Afghanistan est en ruines et enseveli sous les décombres, et une myriade de tâches doivent être accomplies en matière de reconstruction. Les Taliban ont annoncé la formation d'un Gouvernement provisoire en Afghanistan, étape nécessaire pour rétablir l'ordre et entamer la reconstruction après la guerre.

Selon les Taliban afghans, le Gouvernement intérimaire a été mis en place pour rétablir l'ordre socioéconomique le plus rapidement possible.

Nous espérons que les Taliban tireront les enseignements de l'histoire, honoreront leurs engagements, uniront tous les groupes et factions ethniques, mettront en place une architecture politique large et inclusive, mèneront une politique intérieure et étrangère modérée et prudente, protégeront les droits des femmes et des enfants, combattront résolument les forces terroristes sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations et noueront des relations amicales et de coopération avec d'autres pays, notamment avec leurs voisins.

Aujourd'hui, l'Afghanistan est à un tournant décisif d'une importance historique. Nous espérons sincèrement que le pays pourra faire le bon choix et trouver une voie de développement adaptée à sa situation. La communauté internationale doit, pour sa part, jouer un rôle constructif dans la reconstruction pacifique de l'Afghanistan, en respectant sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale, en honorant la volonté du peuple afghan et en adhérant au principe d'un processus dirigé et pris en main par les Afghans.

Nous devons dialoguer davantage avec les nouvelles autorités en Afghanistan et les conseiller davantage, et nous devons nous abstenir de tout préjugé ou, pire encore, de créer des difficultés. La communauté internationale doit exhorter et aider les Taliban à s'approprier leurs engagements dans les domaines de la politique, du développement, de la lutte contre le terrorisme, de la lutte contre les stupéfiants et des droits de l'homme. Elle doit, en particulier, empêcher l'Afghanistan de devenir un nouveau berceau du terrorisme ou une base pour les terroristes. Tous les pays doivent renoncer au deux poids, deux mesures, et, conformément au droit international et aux résolutions du Conseil de sécurité, combattre résolument toutes les forces terroristes telles que Daech, Al-Qaida et le Mouvement islamique du Turkestan oriental, afin d'empêcher ces groupes de fusionner et de semer le trouble en Afghanistan.

La Chine accueille favorablement la réunion convoquée par le Secrétaire général Guterres sur la situation humanitaire en Afghanistan, le 13 septembre à Genève, dans l'espoir que la communauté internationale, en particulier les principaux pays donateurs, intensifiera son assistance à l'Afghanistan. Dans le même temps, la communauté internationale devrait aider l'Afghanistan

à exploiter ses avantages en termes de ressources naturelles et humaines et de situation géographique, à mener des activités de coopération et de collaboration régionales, à promouvoir le développement économique et social et à améliorer le bien-être de sa population. L'une des principales raisons des difficultés économiques actuelles de l'Afghanistan est le gel des avoirs afghans à l'étranger. Ces avoirs appartiennent à l'Afghanistan et doivent être utilisés pour l'Afghanistan, et non comme un moyen de pression, des menaces ou des contraintes.

La situation en Afghanistan est étroitement liée à la paix et au développement de l'ensemble de la région. Au fil des ans, les voisins immédiats et régionaux de l'Afghanistan ont soutenu activement les choix de paix, de réconciliation et de reconstruction du pays et ont déployé d'énormes efforts pour promouvoir la paix et le développement dans le pays. Ils sont en première ligne de la lutte contre le terrorisme et ses débordements, le trafic de drogue transfrontalier et l'exode des réfugiés et des migrants. La communauté internationale doit comprendre leurs difficultés, respecter leurs sacrifices et soutenir leurs efforts.

Une réunion des ministres des affaires étrangères de six pays voisins de l'Afghanistan s'est tenue hier. Des discussions approfondies y ont eu lieu sur des sujets tels que la situation actuelle en Afghanistan, la prévention et la maîtrise de la pandémie, l'ouverture des ports, les réglementations et contrôles migratoires, l'aide humanitaire, la lutte contre le terrorisme, la sécurité et la coopération en matière de lutte contre la drogue, entre autres. Un consensus a été atteint sur un certain nombre de questions, où chacun a convenu de se concentrer sur la réponse aux préoccupations communes et le renforcement de la communication et de la coordination entre les uns et les autres afin de créer un environnement qui permettra le rétablissement de la stabilité et la reconstruction en Afghanistan.

En tant que voisin proche, la Chine a toujours respecté la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan, adhéré au principe de non-ingérence dans ses affaires intérieures et mené une politique amicale à l'égard de l'ensemble de la population afghane. Afin de répondre aux besoins immédiats de cette dernière, la Chine fera don de 3 millions de doses de vaccin dans un premier temps, qui seront suivies en urgence de nourriture, de fournitures, de vaccins et de médicaments d'une valeur de 200 millions de yuan. Lorsque les conditions de sécurité et autres seront réunies, la Chine sera prête à aider l'Afghanistan à créer

des projets qui amélioreront les moyens de subsistance et, dans la mesure de ses possibilités, à soutenir l'Afghanistan dans sa reconstruction pacifique et son développement économique.

Dans les circonstances actuelles, la Chine est favorable à ce que l'ONU joue un rôle plus important pour atténuer la crise humanitaire en Afghanistan et aider ce pays à effectuer une transition en douceur et à s'engager sur la voie du développement pacifique dès que possible. La Chine apprécie le travail de la Représentante spéciale Lyons et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Nous attendons avec intérêt un examen et des discussions approfondis avec les autres membres du Conseil afin de trouver des arrangements appropriés pour la prochaine phase de la présence de l'ONU en Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Isaczai (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je remercie tous les intervenants précédents pour leurs déclarations perspicaces, en particulier ma compatriote Wazhma Frogh pour avoir porté la voix et les cris des femmes afghanes devant le Conseil de sécurité.

D'emblée, qu'il me soit permis de vous féliciter, Monsieur le Président, pour le début de la présidence irlandaise et d'exprimer ma profonde reconnaissance à l'Irlande pour son soutien indéfectible à l'Afghanistan, en particulier aux femmes et aux filles afghanes. Je voudrais en outre remercier tous les membres du Conseil pour l'attention soutenue qu'ils portent à la situation dans mon pays et leur demander de rester unis dans leur soutien au peuple afghan, à nos droits et à notre liberté. Nous sommes également très reconnaissants pour le travail salvateur de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et de la famille d'organismes onusiens. Nous saluons le leadership de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, et de son équipe. Son exposé détaillé d'aujourd'hui a montré la nécessité d'étendre et d'élargir le mandat de la MANUA.

À la veille du vingtième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, je saisis également cette occasion pour rendre hommage à toutes les victimes du terrorisme dans le monde.

La situation en Afghanistan continue de se détériorer, et nous en apprenons chaque jour davantage sur la nature réelle et inchangée des Taliban. Depuis la précédente séance du Conseil sur l'Afghanistan,

le 30 août (voir S/PV.8844), les Taliban ont continué à commettre des violations des droits de l'homme et peut-être des crimes de guerre, ce qui a exacerbé la situation humanitaire. Malgré le blocus total de la vallée du Panjchir par les Taliban, nous disposons de récits de témoins oculaires des atrocités généralisées commises par les Taliban, avec le soutien de combattants terroristes étrangers et de moyens militaires et de renseignement étrangers.

Ils ont procédé à des exécutions ciblées, coupé les lignes de communication et imposé un blocus humanitaire qui empêche les vivres d'entrer dans la province. Comme nous l'avons déjà exigé, nous réitérons notre appel à l'obligation de rendre des comptes et au déploiement urgent d'une mission d'enquête en Afghanistan pour évaluer les violations des droits humains, non seulement dans le Panjchir mais aussi dans d'autres régions, comme les districts de Spin Boldak et de Malistan et d'autres provinces d'Afghanistan.

Les Taliban ont également réprimé violemment des manifestations pacifiques à Kaboul, Hérat, Mazar-e-Charif et dans d'autres villes du pays, comme d'autres intervenants l'ont déjà mentionné. Les membres ont probablement vu les images choquantes de manifestantes afghanes courageuses qui ont été menacées et battues par des Taliban lourdement armés dans les rues de Kaboul. Des photos circulant en ligne montrent également les corps torturés et meurtris de deux journalistes qui ont été arrêtés après avoir couvert les manifestations à Kaboul. Deux jeunes innocents ont également perdu la vie lors de manifestations à Hérat en raison de la réponse violente des Taliban.

J'appelle la communauté internationale à condamner la répression de ces manifestations pacifiques par les Taliban et à soutenir les femmes afghanes qui défendent leurs droits. Hier, le nouveau Ministère de l'intérieur des Taliban a interdit toute manifestation publique. Sont également interdits la musique et les sports pour les femmes et les filles et la plupart des travailleuses se sont vu empêcher de reprendre le travail jusqu'à nouvel ordre.

Ces actions prouvent que les promesses antérieures des Taliban de permettre aux médias indépendants afghans de fonctionner librement et en toute sécurité et de respecter les droits de l'homme de tous les Afghans, y compris les femmes, ne sont que des paroles vides de sens destinées à tromper la communauté internationale. Les membres du Conseil ont déclaré à juste titre qu'ils ne jugeraient pas les Taliban sur leurs paroles, mais sur

leurs actes. Ceux-ci ont maintenant agi, et le Conseil ne peut rester silencieux.

Après une longue attente et un minimum d'optimisme, les Taliban ont annoncé leur « cabinet » le 7 septembre, qui comprend uniquement des Taliban de haut rang représentant principalement un seul groupe ethnique. Il échoue sur tous les critères d'inclusivité et a été rejeté par la majorité absolue du peuple afghan, y compris les groupes politiques et de la société civile. Leur soi-disant cabinet, qui comprend de nombreuses personnes figurant sur la liste du régime de sanctions établi par la résolution 1988 (2011), portera atteinte à la diversité politique et ethnique de l'Afghanistan, entraînera une recrudescence des tensions et compromettra la perspective d'une paix globale et durable dans le pays.

Le Conseil s'est engagé à de multiples reprises à ne pas reconnaître un gouvernement d'exclusion ni à soutenir le rétablissement de l'émirat islamique, comme le stipule la résolution 2513 (2020). Le peuple afghan attend du Conseil qu'il tienne cette promesse et fasse pression sur les Taliban pour qu'ils ouvrent la voie à un gouvernement inclusif que tous les segments de notre société peuvent accepter et dont ils se sentent partie prenante. Les manifestations populaires de ces derniers jours envoient un message fort aux Taliban : les Afghans de toutes origines et de toutes croyances n'accepteront pas qu'on leur impose un système totalitaire. Ils revendiquent leur liberté et veulent avoir leur mot à dire dans l'élaboration du destin de leur pays.

Je demande donc au Conseil de ne reconnaître aucun gouvernement en Afghanistan, à moins qu'il ne soit véritablement inclusif et formé sur la base de la libre volonté du peuple. Je demande en outre instamment aux membres de tracer une ligne rouge fondamentale concernant le traitement des femmes et des filles par les Taliban et le respect des droits de tous les Afghans. Le Conseil doit utiliser tous ses outils diplomatiques, y compris la mise en œuvre intégrale des sanctions multilatérales existantes, pour inciter les Taliban à engager des pourparlers sincères et véritables en vue d'un règlement global.

Le Conseil devrait également réévaluer son approche consistant à accorder des exemptions d'interdiction de voyage aux dirigeants des Taliban figurant sur la liste des sanctions de l'ONU après qu'ils ont échoué à résoudre le conflit par des moyens pacifiques. Toute nouvelle extension de ce mécanisme serait détournée dans le but d'obtenir une reconnaissance

internationale pour leur nouveau gouvernement non inclusif.

Alors que les Taliban célèbrent leur victoire en tirant des coups de feu en l'air dans les rues de Kaboul, une catastrophe humanitaire est en train de se produire. Selon l'appel éclair des Nations Unies en faveur de l'Afghanistan, les organisations humanitaires constatent une dangereuse augmentation des besoins humanitaires dans le pays et la situation est sur le point d'empirer.

Une tempête parfaite se prépare. Les conséquences catastrophiques de la deuxième grande sécheresse que connaît l'Afghanistan en quatre ans se font sentir ; un hiver froid et dangereux approche ; la pandémie continue de se propager ; l'économie est en ruines ; et il n'y a aucun gouvernement en place à même de fournir les services les plus élémentaires à la population. La situation sur le terrain est catastrophique. Les membres de la population sont à court d'argent et vendent le peu de biens qu'ils possèdent pour survivre. La récolte de 2021 devrait être inférieure à la moyenne, et la prochaine période de soudure devrait être plus difficile et plus longue. Environ 50 % d'enfants afghans souffriront de malnutrition sévère. Des milliers d'autres risquent d'être déplacés et de quitter le pays. Le peuple afghan a donc besoin de l'aide du Conseil pour survivre.

Je voudrais exprimer la plus sincère gratitude de l'Afghanistan à l'ensemble de la communauté humanitaire pour son engagement à rester sur place et à mener à bien ses activités, ainsi qu'à l'ONU pour son appui sans faille. Nous remercions également tous les États Membres et les autres partenaires qui ont déjà annoncé une augmentation du financement humanitaire. Mais cela ne suffit pas.

À cet égard, je tiens à remercier le Secrétaire général d'avoir convoqué une conférence humanitaire de haut niveau pour l'Afghanistan le 13 septembre à Genève. Je prie tous les membres du Conseil de s'engager à augmenter leur financement au cours de cette conférence.

Les négociations sur le mandat de la MANUA interviennent à un moment où l'Afghanistan est confronté à de très lourds défis. Nous demandons aux membres du Conseil de sécurité d'envisager un mandat global et robuste pour la MANUA afin de lui donner les moyens de faire face à la crise humanitaire, de surveiller la situation en matière de droits de l'homme sur le terrain et d'en rendre compte. Le peuple afghan a désespérément

besoin d'aide et la communauté internationale ne peut pas se permettre de le laisser tomber.

À la veille du vingtième anniversaire des attentats terroristes odieux du 11 septembre 2001, le monde ne peut pas tourner le dos à l'Afghanistan et accepter le nouveau statu quo comme étant normal. Nous avons encore la possibilité de faire fond sur les succès enregistrés ces 20 dernières années et de travailler avec toutes les parties pour mettre en place un système politique représentatif de la diversité de l'Afghanistan, conforme aux valeurs islamiques et aux normes et engagements internationaux, et pour éviter que l'Afghanistan ne devienne un refuge pour les terroristes. Pour y parvenir, l'unité et une action décisive du Conseil de sécurité sont primordiales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Sinirlioglu (Turquie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Deborah Lyons, de son exposé détaillé. Je remercie également M^{me} Wazhma Frogh et M^{me} Malala Yousafzai de leurs déclarations éclairantes.

Au fil des ans, dans cette salle, nous avons souligné à maintes reprises l'importance d'accompagner l'Afghanistan dans son parcours de transformation politique, économique et en matière de sécurité. Nous avons mis en exergue nos réalisations et nos responsabilités collectives pour parvenir à une paix durable.

En dépit de tous les obstacles, avec l'aide de la communauté internationale, au cours des 20 dernières années, le peuple afghan a réalisé des progrès importants au prix de grands sacrifices dans le domaine des libertés et des droits fondamentaux, notamment les droits des femmes et des filles. Nous sommes convaincus que la préservation de ces acquis sera avant tout dans l'intérêt de la nation afghane. Le Gouvernement intérimaire afghan sait très bien qu'il devra rendre des comptes s'il viole les droits humains, en particulier les droits des femmes et des filles. Nous devons suivre de très près l'évolution de la situation dans ce contexte.

L'Afghanistan se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Nous prenons note de l'annonce faite par les Taliban cette semaine concernant la formation d'un cabinet provisoire. Nous espérons que ces efforts aboutiront finalement à la création d'un gouvernement inclusif et représentatif. C'est essentiel pour la stabilité à long terme. À cette fin, nous estimons que la bonne

approche consiste à établir progressivement le contact. Nous devons engager le dialogue avec les Taliban pour vérifier s'ils vont tenir leurs promesses. Ils doivent gagner notre confiance en traduisant leurs paroles en actes. Bien entendu, ils seront jugés sur leurs actes, et non sur leurs paroles.

Aujourd'hui plus que jamais, le peuple afghan et les groupes vulnérables en particulier ont besoin de notre appui et de notre solidarité. L'une des tâches urgentes qui nous attendent doit être de veiller à ce que l'aéroport international de Kaboul continue de fonctionner. Dans son dernier rapport (S/2021/759), le Secrétaire général souligne qu'il est crucial que les infrastructures soient entretenues et que les aéroports soient rouverts pour assurer la continuité des services de base.

Ces dernières semaines, nous avons fait de notre mieux pour soutenir nos alliés et partenaires dans leurs efforts d'évacuation. Avec le Qatar, nous avons pris des mesures pour garantir le fonctionnement sûr et sécurisé de l'aéroport de Kaboul. Il est essentiel de veiller à ce que l'aéroport continue de fonctionner pour relier le peuple afghan au reste du monde. C'est également la voie la plus rapide et la plus sûre pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin. À cet égard, nous nous félicitons de l'adoption de la résolution 2593 (2021) et nous appelons à sa mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Je voudrais également aborder brièvement la situation humanitaire, qui requiert notre attention immédiate. Nous assistons à la dégradation des conditions de vie dans tout l'Afghanistan, étant donné que la moitié de la population a besoin d'une aide de toute urgence et qu'un tiers souffre de faim. Nous avons déjà intensifié nos efforts en matière d'aide humanitaire par l'intermédiaire du Croissant-Rouge turc. Toutefois, des efforts à l'échelle mondiale sont nécessaires de toute urgence pour faire face à la situation qui se détériore.

La réunion ministérielle de haut niveau que le Secrétaire général accueillera la semaine prochaine sera certainement une occasion importante de mobiliser la communauté internationale dans ce sens. Nos efforts doivent également porter sur les pays voisins qui accueillent déjà un grand nombre de réfugiés afghans et doivent faire face à des conséquences socioéconomiques. Si nous ne prenons pas des mesures immédiates maintenant, nous serons confrontés à des conséquences humanitaires et à des répercussions sur la sécurité plus graves dans la région et au-delà.

La Turquie et l'Afghanistan ont des liens historiques, culturels et ethniques profonds. Pendant de nombreuses années, mon pays a joué un rôle important pour aider l'Afghanistan dans tous les domaines. Si nous avons activement contribué à sa sécurité, nous avons également mis en œuvre le programme de développement le plus exhaustif de notre histoire grâce à de nombreux projets, dont beaucoup portent sur l'autonomisation des femmes et des filles. Par l'entremise d'initiatives et de cadres régionaux comme le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » et les mécanismes de coopération trilatérale, nous nous sommes efforcés de trouver des solutions globales et pragmatiques aux problèmes régionaux.

Notre engagement envers l'Afghanistan et le peuple afghan est sans limite. Nous ne les abandonnerons jamais et nous ne les laisserons pas tomber. Ensemble, nous devons renforcer les espoirs du peuple afghan dans l'avenir. Une paix et une stabilité durables passent par la réconciliation politique. L'Afghanistan ne peut relever les défis actuels qu'en renforçant son unité et sa solidarité. Nous devons l'aider à y parvenir.

Pour terminer, je voudrais rappeler qu'une des demandes immédiates du peuple afghan au Conseil concerne la continuité de la présence de l'ONU en Afghanistan dans tous les domaines. Le Conseil doit assumer ses responsabilités et donner à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan les moyens de mener ses activités sans aucune entrave. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à apporter notre appui de toutes les manières possibles pour faciliter le rôle central de l'ONU en ce moment critique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kazakhstan.

M. Ilyassov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous félicitons la présidence irlandaise d'avoir organisé ce débat sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), dont nous saluons les efforts, sous la direction remarquable de M^{me} Deborah Lyons.

La paix et la sécurité de l'Afghanistan ont toujours été une priorité pour le Kazakhstan et les autres pays de l'Asie centrale. Dans l'esprit de la coopération globale du Kazakhstan avec l'ONU et dans le cadre des engagements du Kazakhstan en tant que membre à part entière de l'Organisation, le Président Kassym-Jomart Tokayev a pris la décision de faire droit à la demande de l'ONU de transférer temporairement la MANUA à Almaty. Ce transfert permettra de simplifier les travaux

de l'ONU dans la région, et en premier lieu en faveur de l'Afghanistan en ces temps difficiles. Cette décision illustre le partenariat mature et solide entre l'ONU et le Kazakhstan. Notre gouvernement se réjouit à la perspective de travailler avec l'ONU et la MANUA pour contribuer à la paix et à la sécurité du peuple afghan.

La MANUA a été transférée dans la ville d'Almaty, qui accueille déjà 18 organismes des Nations Unies dotés de mandats multinationaux, sous-régionaux et régionaux dans le bâtiment des organisations internationales. La création d'un lien avec la MANUA pourrait transformer ce centre en un centre régional efficace pour les objectifs de développement durable et contribuer à la stabilité de la région et de l'Afghanistan à long terme, notamment dans des domaines essentiels comme l'éducation et le capital humain.

Par exemple, depuis plus de 10 ans, le Kazakhstan offre des bourses d'études à de jeunes Afghans pour qu'ils puissent étudier dans les universités kazakhes.

Avec l'Union européenne, nous avons lancé en 2017 un projet d'autonomisation économique des femmes afghanes par le biais de l'enseignement secondaire et de la formation en Asie centrale. Le 21 janvier, en collaboration avec la Commission européenne, nous avons lancé la deuxième phase du projet, qui a permis d'inscrire 100 femmes afghanes de plus dans les universités du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan. Malgré la situation actuelle, mon gouvernement a décidé de poursuivre ce programme pour les étudiants afghans aussi longtemps que cela sera possible et tant qu'ils pourront y participer en toute sécurité.

La MANUA est actuellement le seul acteur international effectif sur le terrain. Nous devons appuyer pleinement la mission, politiquement, financièrement et logistiquement, en nous concentrant principalement sur la fourniture d'une aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin. Alors que mon pays partage tous les appels, messages et préoccupations politiques, je voudrais me concentrer sur les aspects pratiques de l'aide humanitaire, car nous avons tous dit combien cela était important. Notre collègue de la France a dit que l'aide humanitaire n'était rien si elle ne parvenait pas aux populations. Notre collègue de l'Estonie a dit que même maintenant, les travailleurs humanitaires avaient beaucoup de mal à accéder à certaines parties de l'Afghanistan.

L'hiver approche. Dans deux mois, la plupart des régions d'Afghanistan seront coupées du monde, et même le bon fonctionnement de l'aéroport de Kaboul ne permettra pas à toute cette aide humanitaire de parvenir aux populations. C'est pourquoi mon gouvernement considère qu'il est important que toutes les promesses que nous faisons, toutes les ressources financières que nous allouons à cet effet et toute l'aide humanitaire qui sera collectée soient acheminées de manière efficace et sûre vers les provinces et les personnes qui en ont réellement besoin. Se contenter de livrer cette aide à l'aéroport de Kaboul ne signifie malheureusement pas qu'elle parviendra aux personnes dans le besoin dans les provinces.

Dès lors, nous considérons qu'il est nécessaire d'établir un autre centre régional pour le stockage et la distribution de l'aide humanitaire internationale en Afghanistan. À cet égard, étant donné que près de 250 fonctionnaires compétents de la MANUA se trouvent à Almaty et qu'il faut moins de deux heures de vol pour se rendre d'Almaty en Afghanistan, et compte tenu de l'infrastructure et des possibilités logistiques de mon pays, nous sommes prêts à coopérer avec l'ONU pour établir à Almaty un autre centre humanitaire pour l'Afghanistan afin d'acheminer efficacement cette aide.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie vivement le représentant du Kazakhstan de cette proposition en particulier. Je suis sûr qu'il y sera donné suite.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter l'Irlande de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de septembre et vous souhaiter, Monsieur le Président, la bienvenue ici pour présider la présente séance.

Nous sommes à la veille du vingtième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001, et je voudrais saisir cette occasion pour exprimer les sincères condoléances de ma délégation à la délégation et au peuple des États-Unis.

Je remercie l'Irlande d'avoir veillé à ce que les voisins de l'Afghanistan puissent participer à cet important débat.

Quatre décennies de guerre et de conflit en Afghanistan ont tué plus d'un million d'Afghans, en ont blessé, mutilé et traumatisé beaucoup d'autres,

et ont dévasté son économie, sa société et son système politique pourtant déjà fragiles. Aujourd'hui, l'Afghanistan se trouve à un moment charnière de son histoire. Le peuple afghan peut, avec l'appui de la communauté internationale, rétablir la paix et relancer les perspectives de développement.

Outre le peuple afghan, c'est le Pakistan qui a été le plus durement touché par les conséquences du conflit dans ce pays. Dans ce qu'on a appelé la guerre contre le terrorisme, 80 000 Pakistanais ont été tués dans des attaques terroristes et des milliers ont été blessés. Notre économie a subi un préjudice estimé à plus de 150 milliards de dollars.

Alors que le monde craint un exode de réfugiés afghans, le Pakistan en accueille déjà plus de 3 millions, avec un soutien symbolique de la communauté internationale. Ainsi, pour le Pakistan, le rétablissement de la paix et de la stabilité en Afghanistan est un impératif.

Malgré la fragilité de la situation en Afghanistan, le bain de sang généralisé que l'on craignait a pu être évité. Le Gouvernement intérimaire de Kaboul a été constitué, d'après ce que nous comprenons, comme une étape nécessaire pour rétablir l'ordre public et un sentiment de sécurité dans le pays, restaurer les services de base pour la population et permettre la distribution de l'aide humanitaire internationale.

Le Pakistan, pour sa part, a jusqu'à présent aidé à évacuer d'Afghanistan plus de 12 000 personnes originaires de 30 pays, dont du personnel diplomatique et des employés d'organisations internationales. Nous espérons que toutes les évacuations futures seront bien organisées et ordonnées, en consultation avec le Gouvernement intérimaire à Kaboul. Il est important que l'on ne crée pas un sentiment de peur, qui risque de générer un afflux de réfugiés en provenance d'Afghanistan. En effet, l'Afghanistan a besoin que ses ressortissants qualifiés restent dans le pays pour aider à le reconstruire, au lieu de le fuir.

Tirant les enseignements du passé, la communauté internationale doit rester engagée en Afghanistan. L'instabilité ou l'effondrement de son économie perpétueront le conflit et prolongeront les souffrances de la population afghane. Cela ne profitera à personne, si ce n'est à ceux qui voient dans la poursuite du conflit en Afghanistan l'occasion de tirer parti de l'agitation pour parrainer le terrorisme depuis le territoire afghan.

En raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), du conflit et de l'échec des Gouvernements précédents et de leur corruption, la situation humanitaire en Afghanistan est catastrophique, avec près de 18 millions d'Afghans ayant besoin d'une aide humanitaire urgente. Nous devons éviter que la situation ne se détériore plus encore, ce qui pourrait déclencher un énorme afflux de réfugiés et compliquer les perspectives d'instauration de la paix et de la sécurité.

Nous saluons l'initiative du Secrétaire général d'organiser une réunion ministérielle de haut niveau le 13 septembre. Nous espérons que la communauté internationale y participera activement et contribuera généreusement à l'appel éclair pour l'Afghanistan.

Comme l'a indiqué la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, il est essentiel que l'Afghanistan puisse accéder à ses réserves financières pour éviter toute nouvelle détérioration d'une situation économique déjà fragile et l'effondrement de son économie. Cela est impératif pour éviter une inflation galopante, la hausse des prix, l'aggravation de la pauvreté et, partant, un exode massif de réfugiés.

Nous prenons acte de la réunion que le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Martin Griffiths, a tenue avec les autorités *de facto* de Kaboul, ainsi que des efforts qu'il a déployés auprès de ces dernières.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, ainsi que d'autres organismes, ont un rôle crucial à jouer pour assurer l'acheminement rapide et opportune de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin. Toutes ces activités doivent être menées conformément aux principes humanitaires tout en respectant pleinement la souveraineté de l'Afghanistan.

Nous exhortons le Gouvernement intérimaire à Kaboul à accorder un accès plein et sans entrave aux organismes et au personnel de l'ONU pour la conduite des opérations humanitaires, et à assurer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies et des autres travailleurs humanitaires.

Pour sa part, le Pakistan continuera à jouer son rôle pour faire face à la situation humanitaire en Afghanistan. En coordination avec les organismes des Nations Unies, nous avons établi un pont aérien humanitaire pour l'approvisionnement de l'Afghanistan en denrées alimentaires et en produits médicaux essentiels.

Le Pakistan a immédiatement mis sur pied trois cargaisons d'aide humanitaire composées de denrées alimentaires et de médicaments pour le peuple afghan qui seront livrées par avion. Le premier de ces vols humanitaires est arrivé à Kaboul hier. Nous enverrons également des fournitures à l'Afghanistan par voie terrestre et sommes disposés à établir un corridor terrestre pour l'acheminement de l'assistance humanitaire.

Hier, le Pakistan a organisé une réunion virtuelle des Ministres des affaires étrangères des voisins immédiats de l'Afghanistan : la Chine, l'Iran, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. À l'issue de cette réunion, une déclaration commune a été publiée. Je voudrais en donner quelques extraits susceptibles de revêtir un intérêt.

Cette déclaration fait part de notre appui à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Afghanistan et à la non-ingérence dans ses affaires intérieures. Elle souligne que l'avenir de l'Afghanistan doit être déterminé par le peuple afghan. Elle insiste sur la nécessité de former une structure gouvernementale ouverte et inclusive qui pratique des politiques intérieures et extérieures modérées et viables et qui respecte les droits humains fondamentaux, y compris ceux des groupes ethniques, des femmes et des enfants. Elle met en garde contre la possibilité d'une incitation à la violence et contre le rôle des fauteurs de troubles en Afghanistan. Elle affirme l'importance d'une mobilisation soutenue de la communauté internationale concernant l'Afghanistan.

La déclaration condamne également les attaques terroristes contre l'aéroport de Kaboul et souligne que le territoire de l'Afghanistan ne doit pas être autorisé à faire peser une menace sur d'autres pays. Elle réaffirme que les organisations terroristes telles que Daech, Al-Qaïda, le Mouvement islamique du Turkestan oriental, Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), l'Armée de libération du Baloutchistan, le Joundallah, et autres, ne doivent pas être autorisées à prendre pied sur le territoire afghan. Elle exhorte la communauté internationale à fournir un soutien financier suffisant, prévisible, régulier et durable, conformément au principe de partage des responsabilités concernant les réfugiés afghans. Elle note l'importance fondamentale que revêtent pour l'Afghanistan les grands projets internationaux dans les domaines de l'énergie, des transports, des communications et des infrastructures, entre autres.

Le format de cette réunion sera prolongé par une réunion de suivi à Téhéran et par la mise en

place d'un mécanisme permanent réunissant les six voisins de l'Afghanistan, afin de fournir à ce pays tout l'appui et l'aide possibles à l'avenir. De son côté, le Pakistan reste prêt à prendre part à des consultations, notamment dans le cadre de la Troïka élargie, afin d'œuvrer à promouvoir des avancées pacifiques vers un gouvernement inclusif, et de faciliter la fourniture d'une aide humanitaire à l'Afghanistan.

Il est évident qu'il faut remédier à la menace que posent les groupes terroristes ; mais elle doit faire l'objet d'une démarche globale et coopérative, et non être abordée de manière sélective. Le Pakistan a subi des centaines d'attaques terroristes perpétrées par le TTP, qui était soutenu par des agences de renseignement hostiles. Plus de 100 attaques ont été menées contre le Pakistan depuis le territoire afghan en 2020. Nous travaillerons avec les autorités de Kaboul et avec la communauté internationale pour mettre un terme au terrorisme du TTP. Nous collaborerons également avec nos amis afin de mettre un coup d'arrêt à toute activité terroriste émanant d'Afghanistan.

La paix en Afghanistan va dans l'intérêt de la communauté internationale tout entière. Nous espérons que la communauté internationale, y compris tous les voisins de l'Afghanistan, mettra au point une approche concertée pour répondre aux nouvelles réalités afghanes et rétablir la paix et la stabilité dans ce pays. Une approche fragmentée et concurrentielle ne nous donnera pas la possibilité de promouvoir la paix, la sécurité et la prospérité en Afghanistan et dans toute la région.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Takht Ravanchi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Permettez-moi de vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité ce mois. Je remercie les intervenantes de leurs exposés aujourd'hui.

L'Afghanistan traverse actuellement une période critique. Des centaines de milliers d'Afghans ont fui le pays ; près de 600 000 autres sont désormais déplacés ; les denrées alimentaires essentielles commencent à manquer ; et 18,4 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Cette situation découle principalement de l'intervention des États-Unis et d'autres forces étrangères en Afghanistan et de leur retrait irresponsable. Lorsqu'ils sont entrés en Afghanistan, ils ont déclenché

une catastrophe pour les Afghans, et lorsqu'ils se sont retirés, ils ont laissé une calamité aux Afghans.

Entre 2001 et 2021, près de 165 000 Afghans ont été tués, et on estime à quelque 33 000 le nombre d'enfants qui ont été des victimes directes du conflit. Ces statistiques suffisent à montrer la gravité et l'ampleur de la dévastation et du bilan humain. Les crimes de guerre commis par les forces étrangères en Afghanistan ne doivent pas rester impunis.

Compte tenu des besoins fondamentaux de millions de personnes en Afghanistan, l'Iran est prêt à faciliter le transfert d'une aide humanitaire vers l'Afghanistan, via les ports, les aéroports, les chemins de fer, les routes et les postes-frontières iraniens. En plus de 40 années, nous avons accueilli des millions de réfugiés afghans. Après cette dernière crise, de nombreux autres réfugiés sont entrés sur le territoire iranien. Nous escomptons que la communauté internationale assume ses responsabilités et fasse beaucoup plus pour venir en aide à ces réfugiés.

Il faut également aider le peuple afghan à connaître une paix, une stabilité et une prospérité durables. La pleine réalisation de cet objectif doit être facilitée par la communauté internationale, notamment les pays voisins, et faire l'objet d'un appui robuste. La première réunion des Ministres des affaires étrangères des pays voisins de l'Afghanistan, qui s'est tenue virtuellement hier, allait dans le sens de cet objectif. La prochaine réunion de ce format se tiendra à Téhéran dans un avenir proche.

L'Iran a toujours fait tout son possible pour aider toutes les parties afghanes à régler leurs différends de manière pacifique. En juillet dernier, nous avons organisé des pourparlers de paix de haut niveau entre les délégations du Gouvernement afghan et des Taliban. Elles avaient alors convenu de poursuivre leurs discussions au cours d'une réunion ultérieure. L'Iran est prêt à accueillir la prochaine série de discussions.

L'Iran continue d'exhorter tous les dirigeants afghans, tous horizons religieux, linguistiques, ethniques et politiques confondus, à placer les intérêts du peuple afghan tout entier au-dessus des intérêts de certains segments de la société, car l'Afghanistan appartient à tous les Afghans. L'attaque injustifiable et le fratricide condamnable perpétrés récemment au Panjchir vont à l'encontre de la position unifiée de la communauté internationale, selon laquelle un gouvernement qui parviendrait au pouvoir par la force en Afghanistan ne sera pas reconnu.

De fait, la voie qui mène à la stabilité, à une paix pérenne et au développement durable en Afghanistan passe par des pourparlers interafghans, avec la participation active et dans des conditions d'égalité des véritables représentants de tous les groupes ethniques, linguistiques et religieux, dans le but de trouver une solution juste, pacifique et durable à la crise, tout en instaurant la réconciliation nationale et un gouvernement d'ouverture véritablement inclusif et pleinement représentatif. Ce gouvernement doit être issu d'élections libres et régulières, impliquant notamment la pleine participation des femmes, tant comme électrices que comme candidates. Il doit être engagé à combattre le terrorisme et la criminalité organisée, ainsi qu'à garantir et à protéger, sur la base des enseignements et principes islamiques véritables, les droits humains de tous les Afghans, y compris les minorités ethniques, linguistiques et religieuses, et les femmes. Nous comptons sur les Taliban pour respecter leurs engagements à cet égard. Un tel gouvernement bénéficiera de l'appui de l'Iran.

Comme les autres voisins de l'Afghanistan, nous sommes gravement préoccupés par l'insécurité et l'instabilité, ainsi que par les menaces que font peser les réseaux terroristes et les criminels organisés qui se

livrent au trafic de drogues et à la traite des personnes. Nous sommes également convaincus que le territoire afghan ne doit en aucune circonstance être utilisé pour menacer ou attaquer tout autre pays ni pour abriter ou entraîner des terroristes, ou pour planifier ou financer des actes terroristes. Les groupes terroristes tels que Daech, qui représentent une grave menace pour l'Afghanistan et la région, ne doivent pas être autorisés à opérer dans ce pays.

L'Afghanistan doit être aidé à surmonter ses difficultés économiques actuelles. Nous avons permis de relier le pays enclavé qu'est l'Afghanistan à la haute mer via le port iranien de Chabahar, et à l'Europe via la liaison ferroviaire entre Khaf et Herat. Nous sommes prêts à continuer de développer et d'approfondir notre coopération avec l'Afghanistan dans tous les domaines et à contribuer à l'avènement d'un Afghanistan plus sûr et plus prospère.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs ou d'oratrices inscrits sur la liste.

Je remercie tous les orateurs de leurs contributions. Je suis convaincu que le Conseil a encore beaucoup de travail à faire en ce qui concerne l'Afghanistan.

La séance est levée à 17 h 40.